

Cité libre

Volume XXII
Numéro 3
Mai-juin 1994
3,95 $

les dîners

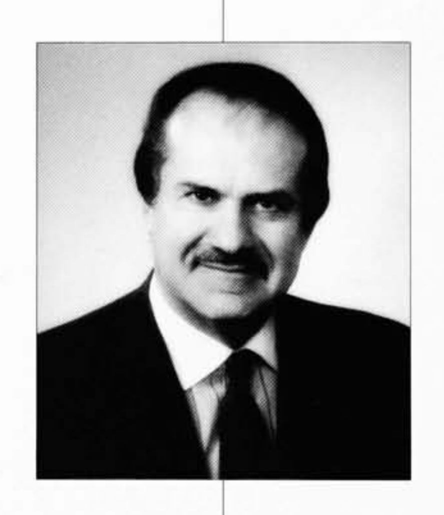
Cité libre

le deuxième jeudi du mois à Montréal, le troisième mercredi du mois à Ottawa et le dernier lundi du mois à Québec

À OTTAWA

le mercredi 18 mai 1994
à partir de 17h30
au *Lebanese Palace*
87, rue George, Ottawa
(au Marché-By)

Renseignements et réservations :
Rolande Beauchemin : (819) 770-2467



« Buffets ou soupe populaire ? Deux interprétations de l'évolution de l'économie mondiale »

par

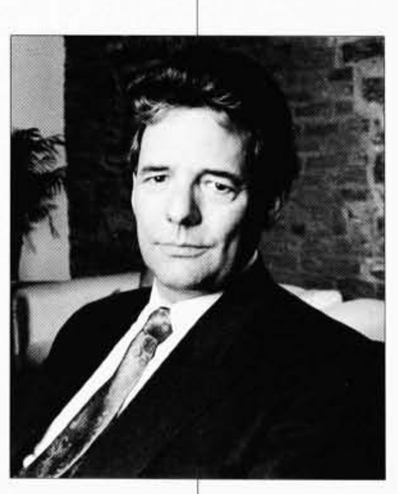
Kimon Valaskakis

Professeur titulaire de sciences économiques à l'Université de Montréal

À QUÉBEC

le lundi 30 mai 1994
à partir de 17h30
au restaurant du *Musée du Québec*
1, avenue Wolfe-Montcalm, Parc des Champs-de-Bataille,

Renseignements et réservations :
Monique et Max Nemni : (418) 522-5477



« Les intellectuels québécois et le pouvoir : collision ou collusion ? »

par

Pierre Billon

Romancier et scénariste, auteur de *L'Enfant du cinquième Nord*, de *L'Ogre de Barbarie*, de *La Chausse-trape*, du *Livre de Seul* et de *L'Ultime Alliance*

Retenez vos places dès maintenant

Et nous serions de droite?

Anne-Marie Bourdouxhe

Coup de fil de Louis-Philippe Rochon depuis New York. Dans *Les habits neufs de la droite*, Jacques Pelletier classe *Cité libre* dans le même clan que celui des Denise Bombardier, Jean Larose et compagnie, qui seraient d'après ce professeur de littérature les héraults de la nouvelle droite au Québec. Qui a-t-il rangé à gauche? Il faudra lire le bouquin car les critiques que j'ai lues n'en disent rien. Si j'avais encore l'âge de Louis-Philippe, j'aurais sursauté d'indignation comme lui mais, bof!, cela fait trente ans que la militante social-démocrate fédéraliste que je suis se fait traiter de «national traître» par les Péquistes qui, soit dit en passant, eux aussi se proclament des sociaux- démocrates bon teint.

Tous les membres du comité de rédaction de la revue ne partagent pas mon option politique. Plusieurs d'entre eux sont plutôt des libéraux «société juste» ou bien des citoyens carrément allergiques à toute classification idéologique. Ce qui nous unit c'est un ras le bol largement partagé du discours culturo-linguistico-politico-socio-économique dominant et de ses répercussions dans toutes les sphères d'activités. Prenez par exemple le grand meeting en mars dernier, à St-Pierre-Apôtre, des centrales syndicales, des groupes communautaires et religieux pour dénoncer la paupérisation galopante de la population québécoise. Eh bien, il a fallu que les délégués répètent, avec Lorraine Pagé de la CEQ, qu'il ne saurait y avoir de parti politique progressiste à la gauche du P.Q. avant l'indépendance. Et cela fait trente ans que la «gauche» répète la même chose au Québec.

Il serait faux cependant de croire qu'il n'y a pas d'idéologie dominante de droite à l'heure actuelle. Dans un monde où le discours politique est surtout un discours économique, cette idéologie s'exprime par le truchement des économistes néolibéraux, ceux-là même que dénonçait Louis-Philippe Rochon dans *L'économie une science?* publié dans le numéro de janvier-février de *Cité libre*. Richard L'Heureux n'est pas d'accord avec Louis-Philippe. Alors-là, pas du tout! Il lui dit pourquoi dans ces pages et Rochon lui donne la réplique. Espérons que vous trouverez comme moi que cet échange viril vous a éclairé sur l'évolution de la pensée économique en Occident. Les vieux lecteurs de *Cité libre* souriront sans doute au rappel que fait Pierre Joncas de la dissidence de Gérard Pelletier à l'égard d'un article de Pierre Vadboncoeur qui invitait les Canadiens français à se fondre dans le grand tout canadien. C'était en 1953... Pierre Joncas traite aussi dans ces pages d'un thème éminemment cher à la gauche: le désarmement.

Y aura-t-il des élections ce printemps au Québec? Au moment où j'écris ces lignes il semble que ce sera pour l'automne. De toute façon, que ce soit en juin ou en octobre, Stephen Schecter constate qu'«encore une fois alors, nous allons assister au spectacle de la menace du séparatisme. Côté libéral, ceci a l'avantage que le PLQ ne doit pas trop penser. Côté péquiste, même avantage.» Côté réflexion, ce ne sera pas non plus le cas du nouveau parti Action démocratique. Depuis Québec, où il a suivi le congrès de fondation du parti de Jean Allaire et de Mario Dumont, le journaliste-pigiste Robin Arguin nous parle de la «troisième farce».

Il se pourrait aussi, rêvons, que la création d'emplois soit le thème central de la campagne électorale provinciale. C'est d'ailleurs la question de l'heure en France et en Europe comme nous le signale Roger Paul Gilbert, depuis Paris. Le journaliste du magazine *Le Point*, Daniel Garric, s'attaquera aussi à cette question dans le cadre d'un colloque qu'il organise à Metz ce printemps sur l'avenir du travail. Nous publions dans ce numéro la correspondance électronique qu'il a eue à ce sujet avec son collègue Yves Leclerc, un observateur comme lui de la révolution informatique et des télécommunications. Président de CANCOM (*Canadian Satellite Communications Inc.*), Alain Gourd a été haut fonctionnaire du gouvernement fédéral (Communications et Conseil privé). Il s'est intéressé de près à l'évolution des fonctions publiques dans un monde en mutation. Il en traite dans ces pages dans le cadre d'une entrevue avec Alain Clavet.

«Le FIFA, créé et animé depuis 12 ans par René Rozon, proposait généreusement cette année 122 films» nous apprend Paquerette Villeneuve qui en a vu 85. Elle nous désigne les films d'art qu'il ne faut pas rater quand ils seront au programme de *SRC*, *RQ* et *PBS*. Marc Chevrier, pour sa part, nous invite à lire *Les Bâtards de Voltaire, la dictature de la raison en Occident*, la version française du bestseller de l'essayiste canadien John Saul pour qui, nous dit-il, «Entre un jésuite récemment ordonné, un jeune marxiste, un officier d'état-major, un énarque et un MBA fraîchement émoulus, il n'y a pas de différence notable». Vos parents vous ont-ils parlé des *nurses de la Met*, de *La Saberdache bleue*? Lisez la critique de Danielle Miller des *Bâtisseuses de la Cité*. Vous en saurez plus sur la contribution des femmes à 350 années de vie montréalaise.

Friedrich Nietzsche avait une soeur qui fut tout un personnage, Baudelaire en a toujours voulu à George Sand d'être, contrairement à lui, décoincée. Et Françoise Dolto et *Le Sagouin* de Mauriac dans tout cela, c'est quoi le rapport? Lisez Marie Desjardins. Louis Grégoire s'intéresse dans ce numéro à l'échec de la mission évangélisatrice de Saint Paul auprès des Athéniens; une question toujours d'actualité en 1994! Bonne lecture,

À qui appartient *Cité libre* ?

Dans sa livraison de février 1951, soit la deuxième année de son existence, *Cité libre* répondait à cette question de la façon suivante: «Personne ne possède la revue. Tirée à 500 exemplaires, le premier numéro nous coûtait 250 dollars. Les dix collaborateurs ont misé chacun 25 dollars et sont rentrés dans leurs fonds en distribuant chacun cinquante exemplaires à 50 cents pièce. Les administrateurs de carrière souriront; nous sourions aussi».

En janvier 1960, pour marquer son dixième anniversaire, *Cité libre* s'est réorganisée. Devenue mensuelle, elle s'est constituée en coopérative d'édition en bonne et due forme comptant environ une centaine de membres. Et les portes ne sont pas fermées.

Lors de l'Assemblée générale de ses membres, tenue le 9 décembre 1991, *Cité libre* a fait peau neuve en décidant de poursuivre ses activités sous le nom d'une compagnie nommée *Cité libre Information*, incorporée le 10 février 1992 en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies du Québec. Comme c'était le cas pour l'ancienne coopérative, tous les membres de cette corporation sont les propriétaires de la revue. Réunis en Assemblée générale annuelle, ils élisent un Conseil d'administration qui, à son tour, choisit le directeur de la Revue.

Sommaire

Volume XXII • numéro 3 • mai-juin 1994

Cité libre

Cité libre Information

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Jean-Pierre Goyer, *président*
Guy Sarault, *secrétaire*
Roxane Roy, *trésorière*
Jean-Pierre Bourdouxhe, Alain Clavet, Jacques Hébert, Robert Davies, Paul-Christian Nolin, Gérard Pelletier, Isabelle Randria

RÉDACTION

Directrice de la revue:
Anne-Marie Bourdouxhe
Secrétaire de rédaction:
Marie Desjardins
Comité de rédaction:
Louise Landry Balas, Jean-Pierre Bourdouxhe, Robert Davies, Pierre Joncas, Richard L'Heureux, Danielle Miller, Monique Nemni, Max Nemni, Gérard Pelletier, Louis-Philippe Rochon, Stephen Schecter
Révision de texte:
Anne-Marie Bourdouxhe, Marie Desjardins, Pierre Joncas

PRODUCTION

Infographie: Claude Guérin
Impression: Interglobe inc.

Adresses

SIÈGE SOCIAL

Bureau 2500,
1250, boul. René-Lévesque Ouest
Montréal, QC. H3B 4Y1
Tél.: (514) 846-2317 / Télécop.: (514) 846-3427

RÉDACTION

2032, rue Panet
Montréal, P.Q. H2L 3A3
Tél.: (514) 523-7015 (entre 18h et 21h)

SERVICE D'ABONNEMENT

Periodica
C.P. 444, Outremont
P.Q. H2V 4R6
Tél: Région de Montréal: (514) 274-5468
Tout le Québec et l'Outaouais: 1-800-361-1431
Téléc: (514) 274-0201

VENTE AU NUMÉRO

Messageries de presse Benjamin
0160, Jean Milot
Lasalle, P.Q. H8R 1X7
Tél.: (514) 364-1780
Téléc.: (514) 364-7245

VENTE AUX LIBRAIRES

Diffusion Dimedia
539, boul. Lebeau
Ville St-Laurent, P.Q
H4N 1S2
Tél: (514) 336-3941
Téléc.: (514) 331-3916

Dépôt légal : 2e trimestre 1994

ISSN:1183-7144
Envoi de publication: enregistrement no. 10123

ACTUALITÉ

Le scandale de l'ennui

STEPHEN SCHECTER

This is the way the world ends
Not with a bang but a whimper

—T. S. Eliot, *The Hollow Men*, 1925

Ô mon pauvre pays ! Que peut-on faire pour toi, qui ne demande rien de mieux que de t'enfoncer un peu plus dans la terre pour attendre le retour des glaciers ? Entre-temps, tes habitants s'efforcent de se tailler une vie, de gagner quelques sous. Faute de sous, un moment ou deux de bonheur. Sinon, de raison; comme nos ancêtres, tous des cartésiens , aux dires de l'ancien Premier ministre du Québec. Mais la raison nous a quittés avec le reste, et on reste, muet et ébahi, devant une scène publique lamentable, vissée aux vieilles ritournelles, plus triste que l'hiver qui n'en finit plus.

Oui, cher lecteur et chère lectrice, les élections s'en viennent. Provinciales cette fois-ci—et plus provinciales que ça, tu meurs. Le PQ veut en faire sa cause célèbre et les libéraux ne demandent pas mieux. Encore une fois alors, nous allons assister au spectacle de la menace du séparatisme. Côté libéral, ceci a l'avantage que le PLQ n'est pas obligé de trop penser. Côté péquiste, même avantage. Résultat : match nul. Comme d'habitude. Supposons un moment que la bataille électorale s'engage autour du thème de l'indépendance du Québec et que le PQ gagne. Serait-ce un mandat pour la souveraineté ? Bien sûr que non. Avant même que les élections ne soient annoncées les sondages indiquent que la population en a ras-le-bol des Libéraux. À juste titre. Ils ne font que gérer la crise et ils la gèrent mal. Le PQ fera-t-il mieux ? Probablement pas, mais il faut punir les incompétents, même si les autres ne diffèrent guère d'eux. C'est le principe fondamental de notre système politique : la rotation des *politically challenged*. Et toutes les menaces du gouvernement Johnson ne pourront pas lui éviter le sort qu'il aura bien mérité. Alors, le PQ gagne par défaut, et tout-de-suite commence le tra-la-la habituel : un mandat pour gouverner, non pas pour se séparer. Ce qui n'empêchera pas monsieur Parizeau de se lécher les babines, mais l'empêchera, bien sûr, de faire l'indépendance. Faute d'un référendum. Qui s'imposera alors, aussi bien que l'hiver canadien. Et après avoir ressuscité nos spectres nationaux, nous nous retrouverons devant le même résultat que d'habitude : 40 % des Québécois sont en faveur d'une forme d'indépendance, 60 % contre. Par chance, voire par miracle, les pourcentages changeront un peu. Et si c'était 50 %, même 50 % plus un, en faveur de l'indépendance, qui croit sérieusement que cela suffirait pour changer le statut constitutionnel du pays ?

Quel est ce jeu national qui sape toutes les énergies ? À quoi rime-t-il ? Est-ce le produit d'un hiver trop long, d'un manque de couleurs, d'un printemps constamment volé ? Sommes-nous débiles au point de nous acharner à répéter un drame qui a perdu toute allure de tragédie, voire même de farce ? Notre ennui est-il si profond que nous ne trouvons plus de joie à nous délecter des simples plaisirs de la vie ? Nous faire harceler par Hydro-Québec pour des comptes en retard, par exemple ? Attendre une demi-heure chez Jean Coutu pour nos ordonnances ? Chercher un stationnement dans des rues réservées, par bouts tronquées, aux résidents ? Avons-nous si vite oublié le 6/49, le casino de Montréal, le fleuve qui coule, sans parler des festivals qui s'en viennent : feux d'artifices, jazz, rire, hot dogs ? Et que dire du hockey qui dure éternellement, du baseball qui reprend, du dollar qui chute ?

Encore une fois alors, nous allons assister au spectacle de la menace du séparatisme. Côté libéral, ceci a l'avantage que le PLQ n'est pas obligé de trop penser. Côté péquiste, même avantage.

Mais que voulez-vous, cher lecteur et chère lectrice ? Un pays, comme un gars, fait ce qu'il peut. Dans notre pays, on forme. Du moins, c'est ce que disent les ministres des finances, de la main-d'oeuvre, du bien-être, tant du côté fédéral que du côté provincial. C'est leur petite contribution aux politiques désuètes des années trente qu'ils nous servent comme un plat réchauffé. Comme si ce mot magique, la formation, palliera à des coupures énormes dans les prestations d'assurance-chômage à une époque où le chômage ne cesse de grimper. Comme si les mots, répétés assez souvent, finiront par modeler les opinions suffisamment pour faire élire, ré-élire, oublier. Les mots comme dette, crise, formation.

Mais qui forme-t-on au juste, avec quoi, et pour quelle raison ? Est-ce vrai que l'économie crée des jobs ? Est-ce vrai qu'il existe encore quelque chose qu'on peut appeler une économie ? Est-ce vrai que les économistes et tous ceux qui parlent par leur truchement sont autre chose que des oracles contemporains ? La vie contemporaine ressemble plutôt à une loterie, peut-être à la météorologie. Si vous êtes né au bon moment, dans le bon tournant des cycles économiques, si vous êtes assez

débrouillard, si vous possédez des habiletés, peut-être même des connaissances dans un secteur du marché en expansion, vous trouverez un emploi, vous ferez peut-être de l'argent. Sinon, vous irez à l'université, ramasserez de la poussière sur les bancs d'école, et suivrez des cours de formation dans les programmes d'assistance publique. Sans pour autant avoir été formé, ni dans l'un ni dans l'autre de ces destins.

N'est-il pas possible, même, que nous ne sachions plus ce que former veut dire, ayant réduit ce mot à son sens purement technique, la version professionnelle courte ? Rien d'étonnant, alors, que le gouvernement se voit obligé de former ses citoyens. Mais qu'avons nous fait pendant toutes ces années de scolarité obligatoire ? Que faisons-nous avec notre population étudiante des cégeps, sans parler des universités ? Produisons-nous des diplômés in-formés ? Incultes ? Incapables de se débrouiller, personnellement et publiquement, dans la vie ? Jamais la population n'a-t-elle été si scolarisée, et jamais n'a-t-on tant entendu parler du besoin de la former. Que se passe-t-il, sinon que la société elle-même ait perdu du sens, c'est-à-dire la capacité d'en produire ? Car qu'en est le sens sinon le sentiment intériorisé par tout un chacun qu'entre la vie socialement organisée et les actions personnelles quotidiennes il existe une cohérence minimale, une nécessité de se plier à des lois qui donnent de la signification à l'angoisse et à la sueur, à la raison et à la tristesse ? Une société qui produit du sens ne produit pas d'ennui mortel, télévisé par surcroît tous les soirs. Une société qui produit du sens ne nous plongerait pas de nouveau dans les débats stériles autour d'un souverainisme fantomatique et son renouveau allairiste.

N'est-il pas possible, même, que nous ne sachions plus ce que former veut dire, ayant réduit ce mot à son sens purement technique, la version professionnelle courte?

Mais peut-être en avons-nous encore besoin. Peut-être l'ennui nous protège-t-il contre les déceptions qui nous attendent le jour où l'on comprendra les enjeux derrière la technique. Peut-être préfère-t-on encore reporter le compte rendu qu'exigera la société contemporaine lorsque toute cette formation s'avérera incapable de produire de l'intelligence et que les choses s'arrêteront, comme les routes qui ne se réparent pas. C'est sans doute ce qu'Eliot voulait dire lorsqu'il écrivit que le monde finirait dans un gémissement. En 1925. Loin du Québec. Mais là, comme ailleurs, nous nous sommes rattrapés, et on ne s'en lasse pas. ✐

ACTUALITÉ

La troisième farce...

Robin Arguin*

De mémoire d'observateur politique (et je peux même remonter aux belles années de Réal Caouette), je ne me souviens pas d'une formation aussi confuse, inutile et ridicule que cette « troisième voie », relevant décidément plus du burlesque que de l'espoir légitime suscité par un nouveau parti. Comme si la scène politique en général ne se prêtait déjà pas assez au ridicule, sans qu'on y ajoute cette farce...

Dès le départ, l'imbroglio était à l'honneur. Comment en effet peut-on au Québec être sincère et logique et se définir comme ni fédéraliste ni séparatiste, à moins d'être anarchiste ou je-m'en-foutiste, mais à ce moment-là on ne fonde pas de parti politique. — Oh mais vous avez mal saisi, me réplique-t-on, ils sont et fédéralistes et séparatistes... — Non, renchérit un autre, ils ne sont ni fédéralistes ni séparatistes, mais souverainistes. — Donc ce sont des péquistes ? — Non, des allairistes. — C'est quoi ça, au juste ? — Un peu de tout je crois... — Et beaucoup de rien surtout... nous voilà bien avancés... dans l'absurde tout au moins. Et si Allaire et Dumont n'étaient que des pantins derrière qui se cachaient les véritables éminences grises de la troisième farce, Ding et Dong ? Cela expliquerait pourquoi on ne les voit plus...

Et si Allaire et Dumont n'étaient que des pantins derrière qui se cachaient les véritables éminences grises de la troisième farce, Ding et Dong? Cela expliquerait pourquoi on ne les voit plus...

Où cette farce devient de moins en moins drôle et son rire de plus en plus jaune, c'est lorsqu'on nous démontre le plus sérieusement du monde quel type de société les allez-rire, pardon, les allairistes nous proposent pour aborder l'an 2000. Ainsi, les immigrants, comme si leur situation n'était pas déjà assez stressante, devraient signer un contrat les engageant à vivre en français au Québec et à y demeurer pour un minimum de cinq ans. Pour s'assurer qu'ils respectent leur contrat -à défaut de quoi ils devraient rembourser un montant X à l'État- il faudra compter sur la surveillance de leurs pairs qui les dénonceront s'ils ne sont pas de bons Québé-

cois... Tout un système de délation, propre aux ex-pays communistes ainsi qu'à la Chine et Cuba, serait ainsi légitimé. On croit rêver, ou plutôt cauchemarder. Tout ça nous disent les futurs « tontons macoutes » de ce nouveau Québec, « afin de s'assurer que les immigrants se comporteront comme des citoyens québécois à part entière ». (*Le Soleil* du 7 mars 1994). Mais c'est quoi un Québécois à part entière, quelqu'un qui sacre et mange du hockey et de la poutine ? Cette résolution honteuse a pourtant bel et bien été adoptée, ses auteurs résistant obstinément à tout amendement susceptible de l'améliorer.

Même la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, un mouvement ultra-nationaliste, a dénoncé publiquement cette énormité entérinée au congrès de fondation de l'Action démocratique en début mars. Pour son président, M. Jean Dorion, «dans un pays démocratique, une personne ne saurait être pénalisée en fonction de l'appartenance à un groupe». (*Presse canadienne*, 9 mars 1994). On se souvient du prix payé par les Juifs pour leur appartenance à un groupe...

On peut m'accuser d'extrapoler quelque peu, mais l'exagération première vient beaucoup plus d'avoir non seulement «songé» à une telle mesure, mais de l'avoir approuvée par une forte majorité. Ses initiateurs et ses approbateurs manquent nettement de jugement et de vision pour ignorer la perversité de leur logique. Ce n'est pas tant une question d'intentions ici, mais de direction. Certainement pas celle que je voudrais emprunter, ni la grande majorité d'entre nous.

On dit que les farces les meilleures sont les plus courtes. Espérons que cela aura été le cas pour cette troisième farce. ✐

* *Journaliste pigiste, Robin Arguin étudie les sciences politiques à l'Université Laval.*

ACTUALITÉ

La France, l'Europe...et le Canada

ROGER PAUL GILBERT

La France, à l'instar des autres pays européens, passe par une crise économique à la fois changeante et enracinée. Cette crise reflète autant le cycle conjoncturel de la France que l'écartèlement de ses propres structures économiques, et elle s'inscrit tout autant dans un contexte international. Selon le chroniqueur Alain Duhamel, la crise résulte également d'un bouleversement des valeurs traditionnelles et des moeurs, ce qui engendre anxiété et incertitudes. Une façon de s'en sortir, selon lui, c'est d'en apprendre davantage sur les causes du phénomène, de l'évaluer et d'en mesurer le réalisme, puis de chercher à rompre avec la spirale des inquiétudes. Pour d'autres observateurs, la crise est plus profonde et exigera une véritable revalorisation de l'enseignement dit professionnel avec le concours de l'industrie au lieu de la pratique actuelle du bachotage massif des jeunes.

Ces préoccupations intérieures et européennes laissent peu de place pour des considérations au sujet du Canada, désormais compté comme intégré dans un grand ensemble nord-américain, l'ALÉNA.

Depuis une vingtaine d'années, selon Duhamel, l'économie semble osciller entre la prospérité relative et les difficultés, alternant de la phase positive de croissance à la phase plus négative et inversement. À cet égard, la France s'attend à réaliser une croissance de 0,7% à 1,4% et même 1,7% en 1994, (l'INSEE, l'équivalent de Statistique-Canada, annonce 1,2%) une perspective fort modeste si on en juge par le taux de 3% de croissance déjà atteint aux États-Unis en 1993. Et on est loin des records de 4% et même de 6% de croissance de l'économie française des meilleures années.

Certes, le phénomène est lié à la conjoncture internationale. La croissance économique de la France, quatrième pays exportateur au monde, sera largement tirée par ses capacités d'exportation. La France a su faire accepter par le chancelier Kohl un mémorandum qui a préservé tant soit peu l'unité européenne lors des négociations de Genève sur le GATT. On a ainsi évité une crise ouverte et même une guerre commerciale sauvage entre les États-Unis et l'Europe, soit une tournure plus positive que négative, mais essentielle, selon Duhamel, à une politique de relance. L'Europe devra, d'après lui, continuer de faire face, sous le président Clinton, à une Amérique plus isolationniste et plus protectionniste que celle du président Bush qui la connaissait et la comprenait mieux. La montée de l'ALÉNA et des regroupements économiques, d'affirmer Duhamel, seront désormais des réalités avec lesquelles l'Europe devra composer.

L'Union européenne élargie à une zone de libre-échange

Le 1er janvier 1994, l'Union économique et monétaire (UEM) est passée de sa «phase 1» à sa «phase 2» avec la création à Francfort de l'Institut monétaire européen (sans pouvoir réel) et l'affirmation par les Douze des critères de «convergence» du traité de Maastricht, supposément assujettis à l'idéologie libre-échangiste et monétariste, et à la détermination, contre toute prédiction, de faire baisser le nombre des chômeurs européens de son plafond actuel de 17 millions. Or, le consentement européen donné au GATT aura plutôt pour effet à terme d'accroître ce dernier nombre de cinq millions, avant que des effets positifs ne se manifestent! (Sur une note plus

positive, l'Europe peut se réjouir de l'élargissement de son marché unique à l'Espace Économique Européen, cette nouvelle zone de libre-échange entre les Douze et six pays de l'AELÉ).

Les véritables enjeux à Genève, occultés par une éphémère victoire française concernant l'audiovisuel, se sont soldés, semble-t-il, par des succès américains sur l'aéronautique et les services financiers; le protectionnisme américain dans le domaine maritime est également consolidé pour l'avenir, et le recours par les États-Unis aux mesures unilatérales de rétorsion, prévues dans la section 301 de leur loi sur le Commerce, assuré. Tout cela a semblé dégonfler quelque peu la magie balladurienne, savamment soufflée par la presse française, face à l'Assemblée nationale dont la majorité s'est bien gardée d'ovationner le premier ministre.

Dans une France, où il y a dix fois moins d'apprentis que d'étudiants, pays dont le système d'éducation est trop exclusivement orienté sur la sélection des champions et pas assez sur l'épanouissement des individus et la formation des citoyens, on risque des lendemains qui déchantent.

Certes, des «convergences» (harmonisation des politiques des prix, des taux d'intérêt et des taux de change, réduction des déficits budgétaires nationaux et de l'endettement) il en faudra beaucoup pour réaliser l'objectif de l'UEM dont la politique sera de plus en plus centralisée et organisée à mesure que les Douze s'approcheront de l'échéance fatidique d'une monnaie unique en 1997 ou, au plus tard, en 1999. Quant aux bonnes intentions en ce sens formulées par le conseil européen des chefs d'État et de gouvernement en décembre, le commentateur du quotidien *Le Monde* s'interrogeait sur la capacité des pays membres à faire passer la stabilité des prix et les budgets nationaux avant les considérations d'ordre national— entendez électorales. Le tableau actuel dressé par les observateurs semble plutôt inconséquent quant aux mérites des uns et des autres pays des Douze.

L'unité au sein de l'Union européenne demeure à l'évidence fragile, toujours menacée d'éclatement au sujet des questions agricoles, de l'accord sur la monnaie unique pour 1997, la charte sociale prescrivant certains droits fondamentaux (la Grande-Bretagne s'en étant dissociée), l'admission des travailleurs immigrants (contre laquelle on interprète le report sine die de l'accord de Schengen comme le résultat d'un gâchis technique imputé volontiers à la mauvaise volonté française)... Les élections portant sur la représentation au parlement européen risquent au surplus de contredire les majorités électorales élues dans la plupart des pays, au profit des mouvements de gauche socialiste... Voilà autant de questions qui alourdissent le panorama européen dans un climat exacerbé par la multiplication des mises à pied, la délocalisation des industries et la lourdeur croissante de la facture sociale.

Le défi à l'Est

Une Europe qui n'arrive pas à définir clairement sa politique extérieure sur des questions comme l'ex-Yougoslavie pourrissant sur son flanc sud... Il va de soi que toute notion de retrait des casques bleus ne saurait entraîner que drame et misère humaine (songeons au conflit de Chypre, pays où l'on perçoit l'ombre d'un règlement après trente ans de présence onusienne!); à moins bien sûr que l'Europe ne se ressaisisse, même dans le cadre de l'OTAN...

Une conjoncture politique de stabilité s'impose avec les pays de l'Est, stabilité qui exigera forcément le rééquilibrage de l'Alliance atlantique, marquée par la présence des troupes américaines pourtant réduites au tiers de ce qu'elles étaient en 1991. Les Européens devront se donner les moyens d'une politique de sécurité, tel que stipulé dans le traité de Maastricht, un pôle autonome déjà amorcé par la brigade franco-allemande, résultant davantage d'une initiative politique que d'un schéma d'organisme militairement structuré, brigade qui sera pourtant élargie à d'autres corps d'armée, condamnés toutefois à s'entendre sur l'usage d'une, de deux ou trois langues de commandement, ce qui n'est pas une mince affaire dans le Babel linguistique de ce continent.

Le défi intérieur français

Parmi les nouvelles données , il faut souligner la popularité d'Édouard Balladur, cet ex-bureaucrate pompidolien habitué à l'étude tranquille des dossiers, mais moins habile à manier les foules et les rouages partisans que son rival, le brillant député-maire de Paris, Jacques Chirac. C'est dire qu'entre ces deux hommes présidentiables au terme du mandat de François Mitterrand, il n'y a pas de différence idéologique fondamentale, si ce n'est de relever d'ici quinze mois le terrible dossier de la relance et de l'emploi.

Au plan intérieur de la France, on aura freiné la hausse des prix de 2,1 % à 1,9 % par an, une condition préalable à la relance. Le franc demeure une monnaie stable malgré les assauts répétés des spéculateurs en juillet et à l'automne dernier, quoique certains trouvent cette unité de monnaie surévaluée. Non seulement recherchera-t-on une politique hardie d'exportation, mais aussi de relance de la consommation intérieure. Les taux d'intérêt devront continuer de baisser et on devra conserver le pouvoir d'achat des petits épargnants et des retraités, créer des emplois et stimuler la consommation par des baisses d'impôt, autre condition psychologiquement essentielle.

Stimuler l'emploi n'est pas une mince affaire dans un pays à forte productivité qui a connu bien des plans de relance, sans jamais pouvoir limiter le chômage en deçà de trois millions de sans-travail. Hélas, le nombre de diplômés, 443000 bacheliers de la cuvée 1993, n'illustre

que trop la vague de chômage aiguë qui menacera la paix sociale si des mesures radicales de redressement ne sont adoptées pour orienter ces jeunes sans-travail vers des emplois d'apprentis. Dans une France où il y a dix fois moins d'apprentis que d'étudiants, pays dont le système d'éducation est trop exclusivement orienté sur la sélection des champions et pas assez sur l'épanouissement des individus et la formation des citoyens, on risque des lendemains qui déchantent; la joyeuse crise des soixante-huitards ne ressemblerait en rien à l'explosion sociale qui pourrait bien devenir inévitable, explosion dont les détonateurs ne manquent pas: salariés des entreprises publiques en difficulté, pêcheurs, certains agriculteurs, une partie des enseignants, lycéens et autres étudiants...

Aussi, espère-t-on multiplier les emplois dans les services marchands comme les stations-service, la sécurité des grandes surfaces, au moyen de contrats d'adaptation et d'orientation des jeunes travailleurs en entreprise, par l'incitation fiscale à l'emploi, l'accueil d'apprentis dans les collectivités publiques, et des mesures visant les chômeurs de longue durée: ces mesures viennent s'ajouter aux contrats de retour à l'emploi (CRE), aux stages d'insertion et de formation (SIF) et aux contrats emploi-solidarité (CES) augmentés désormais à 65 000 par mois.

Les Bourses européennes ne cessent pourtant de proclamer leur confiance dans la reprise, tout en se félicitant de la privatisation des grandes entreprises d'État françaises.

Selon les mêmes observateurs, il faut abandonner l'objectif établi par la loi de 1989 d'atteindre 80% d'une génération au niveau du bac, diplôme totalement banalisé, et adopter des mesures d'équivalence (alternance entre filières d'études, formation continue, validation des acquis professionnels). Il faudra aussi, selon eux, confier la formation à des professionnels de cinquante ans et plus (souvent préretraités) afin de réduire l'influence d'une génération d'enseignants théoriques et «sans expérience», dont la mentalité se perpétue à tous les niveaux de l'enseignement supérieur, voire des grandes écoles, le tout perpétuant les inégalités sociales.

Les dernières mesures adoptées le 30 janvier par le gouvernement Balladur et annoncées tambour battant comme une action ciblée pour accompagner la reprise, mais jugées trop homéopathiques par la critique au sein de la majorité qui l'appuie, suffiront-elles à endiguer la marée des chômeurs et autres problèmes qui ressemblent davantage à un mal social plus grave?

Les Bourses européennes ne cessent pourtant de proclamer leur confiance dans la reprise, tout en se félicitant de la privatisation des grandes entreprises d'État françaises. Les observateurs ne voient pas tous du même oeil cette façon de brader le bien public qui, comme les privatisations de 1986-1987 (époque de cohabitation Mitterrand-Chirac), favorisent à nouveau le secteur privé en lui offrant à bas prix les actions de sociétés préalablement renflouées par la collectivité.

Dans quinze mois, les élections présidentielles sauront ventiler l'humeur des Français selon l'espoir que le gouvernement aura su inspirer par ses mesures les plus récentes. D'après les calculs partisans savamment supputés, on croit qu'une faillite de la politique économique et sociale du gouvernement actuel pourrait jouer contre les deux candidats de la droite et donner espoir à un candidat présidentiable de la gauche socialiste, tel l'ancien premier ministre Michel Rocard. La droite modérée (UDF—RPR) pourrait bien chercher à barrer la route à une telle éventualité en s'assurant qu'un seul candidat, Balladur ou Chirac, soit choisi pour la représenter (proposition de l'actuel ministre de l'intérieur, Charles Pasqua, jugée improbable). Quoi qu'il en soit, le report des voix des candidats lors du deuxième tour des élections présidentielles devrait normalement assurer le recentrage nécessaire entre la gauche et la droite.

Relations franco-canadiennes

À l'Ambassade du Canada, comme à la Délégation générale du Québec, on s'accorde à qualifier les relations entre les deux pays et les relations France-Québec d'excellentes. Le commerce France-Canada est pourtant demeuré stationnaire à deux milliards de dollars annuellement dans les deux sens, et la part de marché de chaque pays dans le territoire de l'autre demeure relativement faible (à peu près deux pour cent). Fait nouveau cependant, l'Ambassade suscite et encourage les investissements canadiens en France (Northern Telecom dans l'électronique des communications avec Matra, Power Corporation dans l'emballage métallique, Péladeau dans l'imprimerie, Conrad Black dans la presse; inversement, Gaz de France investit dans Noverco), ces mouvements de capitaux venant gonfler des échanges importants dans les secteurs non traditionnels (vente d'appareils Air Bus à Air Canada, vente d'avions Jets exécutifs à la France), etc. Le projet de TGV, cher aux Français, demeurera une inconnue aussi longtemps que les experts canadiens, ontariens et québécois n'auront rendu leur rapport de faisabilité sur ce puissant catalyseur de relations économiques canadiennes, à la manière du chemin de fer transcanadien construit autrefois par William Van Horne...

L'ambassadeur Benoît Bouchard affiche un professionnalisme rassurant, susceptible d'être compris par le premier ministre Jean Chrétien qui a semblé réaliser récemment une utile prise de contact avec ses interlocuteurs français. M. Claude Roquet, délégué général intérimaire du Québec, diplomate chevronné issu des hauts rangs des gouvernements fédéral et provincial, pourrait aisément chausser les bottes de délégué général en fonction, à moins que trop d'anciens ministres québécois ne piaffent d'envie de s'y mettre. Le Premier ministre Daniel Johnson sera venu à Paris reconduire l'ensemble des accords de coopération France-Québec et montrer résolument ses couleurs fédéralistes aux autorités françaises, obtenant de ces dernières sympathie et compréhension. Le premier ministre

Balladur trouvera-t-il le moment de se rendre en visite officielle au Canada et au Québec, visite qu'on ne cesse de reporter pour des motifs évidents de surmenage ailleurs?

L'alternance possible entre le Parti Libéral et le Parti Québécois lors des prochaines élections de l'Assemblée Nationale (prévues avant la fin de l'automne) demeure le seul enjeu susceptible d'émouvoir l'opinion française dans un contexte de préoccupations nationales et européennes. Rien chez les observateurs ne permet de penser que le gouvernement actuel de la France veuille exercer quelque influence sur la conjoncture politique canadienne. La tendance est plutôt en faveur du statu quo fédéraliste, étant donné le souci des interlocuteurs français de laisser les Canadiens régler à leur manière leur problème constitutionnel. Les intérêts économiques de la France, notamment en ce qui concerne le Canada et les États-Unis, convergent vers l'acceptation d'un grand pôle économique libre-échangiste avec lequel il faille désormais compter. À l'heure où l'Europe des Douze vit toutes les difficultés d'une lente et laborieuse union européenne, on s'interroge en effet sur l'opportunité d'un relâchement de l'union politique et économique canadienne, elle-même conditionnée désormais par des liens à effet harmonisateur au sein de son grand ensemble, l'ALÉNA, certes demeurée à l'état de zone de libre-échange, mais promise, du moins implicitement, à l'intégration progressive de ses institutions économiques...

ACTUALITÉ

Désarmement et reconstruction : Esquisse d'une idée

PIERRE JONCAS

Le problème

Dans l'Ancien testament, Isaac et Michée ont une formule lapidaire pour établir le lien entre la réduction des armes et la relance économique: «Ils briseront leurs épées pour en faire des socs et leurs lances pour en faire des serpes.» Les bombes nucléaires ne peuvent cependant pas être transformées en charrues, ni les ogives porteuses en moissonneuses: elles sont tout juste bonnes à expédier à la casse, et même leur mise aux rebuts ne va pas sans risques. De surcroît, pour conduire à mieux qu'un cessez-le-feu éphémère, le désarmement exigera autant une réduction implacable des équipements de fabrication qu'une contraction draconienne des armes accumulées. Qui plus est, la relance ne saurait assurer, à elle seule, une paix durable: en 1939, après vingt-et-un ans consacrés à la reconstruction et au réarmemement, les nations qui s'étaient livré la guerre de 14-18 engagèrent le combat de nouveau, et avec une férocité accrue. Il faut donc envisager la reconstruction dans la perspective de combler des besoins vitaux, de crainte qu'elle ne serve qu'à rééquiper les belligérants pour une reprise des hostilités.

Au moment où j'écris (février 1994), de nombreux pays sont affligés par la guerre, ou risquent de l'être à plus ou moins brève échéance. Il est trop tôt pour parler de paix pour le Croissant fertile ou le Golfe persique mais, malgré leur instabilité, ces régions connaissent néanmoins une trêve. Dans les républiques de l'ancienne Yougoslavie, c'est autre chose. Le cas le plus tragique et le mieux connu est celui de la Bosnie, depuis près de deux ans la proie de combats d'une sauvagerie atroce. Des conflits risquent cependant d'éclater aussi au Kosovo, dont la population à 90 pour cent albanaise souffre sous le joug de Belgrade qui administre cette république autonome au profit de sa minorité serbe, et en Macédoine, coincée entre la Serbie au nord, la Bulgarie à l'est et la Grèce au sud—et à qui cette dernière vient de couper l'accès à la mer. Par ailleurs, la situation demeure tendue en Slovaquie et en Transylvanie à cause de leurs minorités hongroises respectives.

Les républiques de l'ex-URSS constituent une catégorie à part. Dans la Fédération russe, tout comme ailleurs dans la Communauté des États indépendants (CEI), la vieille garde renversée n'a cependant pas capitulé devant les réformateurs et la transition à tâtons, et bien incertaine, d'une économie dirigée à une économie de marché éprouve sévèrement le peuple. De plus, les élections récentes à la Douma révèlent la remontée d'un nationalisme russe agressif avec un chef aussi belliqueux que charismatique, Vladimir Jirinovski. Pas étonnant, donc, que la méfiance et le ressentiment à l'endroit de Moscou règnent dans les républiques voisines qui lui étaient assujetties depuis des générations. En Ukraine les majorités russes locales, à la fois en Crimée et dans la partie orientale de la république, cherchent de plus en plus activement le rattachement à la «mère patrie». La partie orientale de la Moldova, peuplée surtout de Russes, a fait sécession et la partie occidentale manifeste des velléités d'union avec la Roumanie qui, elle, pourrait revendiquer l'ensemble de ce territoire perdu par suite de la guerre de 39-45. Plus au nord, le mécontentement gronde chez les minorités russes de l'Estonie et de la Lettonie, où elles représentent 30 pour cent et 40 pour cent respectivement de la population. La guerre civile déchire la Géorgie tandis qu'Arméniens et Azéris se livrent de violents combats. Et j'en passe. En dépit des souffrances, cependant, l'effondrement du bloc de l'Est et de l'Union soviétique elle-même fut, contre toute attente, à la fois rapide et libre

d'intervention de la part de Moscou. Pour la première fois depuis le milieu des années 40, et malgré de tragiques exceptions, l'amélioration de la condition matérielle des citoyens plutôt que l'hégémonie militaire de l'État semble être le grand souci des gouvernements et des populations. Évidemment, la situation n'en demeure pas moins explosive et les sentiments relativement bénins d'aujourd'hui pourraient s'aigrir rapidement si la bienveillance que professent les pays de l'Occident ne se transforme pas bientôt en aide efficace.

Analyse

Il est notoire que les gouvernements de l'Iran, de l'Irak, de la Libye et de la Corée du Nord désirent enrichir leurs arsenaux d'armes nucléaires. Ceux d'autres pays entretiennent sûrement, quoique plus discrètement, des ambitions semblables. Les devis d'une bombe atomique rudimentaire sont maintenant bien connus et accessibles à tous, et la quincaillerie nécessaire à sa fabrication peut être importée, légalement, de fournisseurs aux États-Unis, en Grande-Bretagne, et ailleurs. Le gouvernement de Sadam Hussein, pour ne citer qu'un exemple bien documenté, a pu facilement s'approvisionner à l'étranger d'armes et de pièces détachées, tout ce qu'il y a de plus au point, et emploie toujours au-delà de 20 000 scientifiques dans un programme nucléaire clandestin — sans compter ceux en poste dans les services militaires ou chez les sous-traitants civils.[1] De plus, d'innombrables scientifiques soviétiques oisifs et mal payés ne demandent pas mieux que de faire leur métier et, s'ils en devinaient la possibilité, les pays avec des aspirations nucléaires se prévaudraient avec empressement de leurs connaissances et de leurs compétences techniques. Ensuite, et bien qu'il n'y ait pas de preuves que ces pays disposent de suffisamment de plutonium ou d'uranium de la qualité nécessaire pour la fabrication d'une bombe, les occasions de subtiliser ces substances sont de plus en plus fréquentes et des rapports ont paru sur la contrebande et les marchés noirs où les intéressés peuvent en faire l'acquisition clandestine. Enfin, on ne peut que s'inquiéter de la vente de centrales nucléaires, sans systèmes efficaces pour contrôler les détournements, là où des systèmes traditionnels de génération d'électricité (à base de combustion de pétrole, par exemple) seraient bien plus économiques.

Les bombes nucléaires ne peuvent cependant pas être transformées en charrues, ni les ogives porteuses en moissonneuses...

On l'a déjà noté, la reconstruction ne peut garantir à elle seule ni le désarmement, ni la paix. Inversement, cependant, et à condition que tous les belligérants en puissance s'y soumettent, non seulement la réduction de la fabrication des armes aiderait-elle à prévenir la guerre, mais elle libérerait des ressources pour reconstruire (ou



tout simplement pour construire). Il est rare que les capitaux affluent là où des hostilités risquent d'éclater entre adversaires fortement armés. Il s'ensuit que la reconstruction à l'échelle globale exige, plus que tout autre chose, d'abord qu'on mette fin à la prolifération des armes (atomiques, bactériologiques, chimiques et conventionnelles) et ensuite qu'on réduise le parc d'armes disponibles partout dans le monde.

On a estimé que la transition, en Russie, d'une économie de guerre à une économie de paix prendrait quinze ans et coûterait 150 milliards de dollars (U.S.).[2] Entretemps, la menace de chômage massif et les besoins de devises étrangères contribuent fortement à maintenir en activité l'industrie des armements en raison des emplois créés et des exportations qui en découlent: aussi le président Eltsine a-t-il saisi l'occasion d'un voyage en Inde en janvier 1993 pour y promouvoir la vente d'armes.[3] Compte tenu des circonstances, et vu leur propre carnet de route (notamment la vente à l'Irak, par des compagnies américaines et britanniques, d'armes et de matériel civil susceptible d'applications militaires alors même que la guerre s'annonçait prochaine), vu aussi qu'elles sont concurrentes dans le bazar des armements, les nations industrielles de l'Occident feraient preuve d'une hypocrisie aussi malséante qu'évidente en se scandalisant de la conduite des Russes. Cela dit, si de part et d'autre on ne fait rien pour mettre fin à cette démence, les armes vendues à des fins de lucre réapparaîtront dans quelque guerre future (Inde contre Pakistan? Iran contre Irak? États arabes contre Israël?) qui, *volens nolens*, risque d'engloutir de nombreuses puissances dans son tourbillon infernal.

Il est rare que les capitaux affluent là où des hostilités risquent d'éclater entre adversaires fortement armés.

Conformément aux dispositions des traités START I et II sur la réduction des armements nucléaires stratégiques, les dirigeants de la Russie — tout au moins le président Eltsine et son entourage — semblent tenir à ramener l'arsenal atomique de l'ex-URSS de 10909 têtes d'ogives à 3000–3500. Les États-Unis, de leur côté, feraient de même avec leur stock de 9862 têtes. En janvier dernier, le président Léonid Kravchouk s'est joint aux présidents Clinton et Eltsine pour signer un accord de démantèlement de l'arsenal ukrainien de 1656 têtes. Le Kazakhstan et le Bélarus, eux, contrôlent cependant 1410 et 81 têtes d'ogives respectivement et il n'est pas évident que leurs gouvernements se sentent engagés par la signature de Moscou. D'autres pays non signataires possèdent aussi d'intimidantes forces de frappe: la Chine, 415 têtes d'ogives; la France, 525; la Grande-Bretagne, 200; Israël, entre 50 et 200, apparemment; et l'Inde, le Pakistan et, soupçonne-t-on, la Corée du Nord, seraient en mesure d'assembler des

armes nucléaires à très brève échéance.[4]

« L'économie de guerre » figurait éminemment parmi les « causes de la troisième guerre mondiale » énumérées par C. Wright Mills dans un essai remarquable (*The Causes of World War Three*) publié en 1958. Dans son discours d'adieu, le 17 janvier 1961, le président Dwight Eisenhower sonnait l'alarme contre « l'influence injustifiée que pourrait acquérir le complexe militaro-industriel» et exhortait l'Amérique à ne jamais permettre «à cette puissante alliance de mettre en péril nos libertés ou nos processus démocratiques». Depuis, le complexe militaro-industriel a pu s'épanouir sans difficulté dans une économie de guerre permanente; il a su en profiter et y renforcer considérablement son implantation, et son influence a crû en proportion. Si on entreprenait résolument et avec méthode le passage d'une économie de guerre à une économie de paix, cette conversion contribuerait sûrement au bien commun. Vu, toutefois, le manque d'enthousiasme devant le défi, il est difficile d'être optimiste: aussi pourra-t-on, comme par le passé, compter sur les bénéficiaires du statu quo pour opposer à la transition le plein poids de leur lourde influence. Il serait naïf d'escompter d'avance l'adresse politique et l'acharnement exceptionnels voulus pour surmonter la résistance à laquelle il faudra s'attendre dans les pays affligés d'un complexe militaro-industriel; néanmoins, on ne pourra ébaucher aucun schéma de transformation sans présumer hardiment de ces vertus—même si ce présupposé s'apparente au don-quichottisme.

Que faire alors?

Quels pourraient être les éléments essentiels d'un tel schéma? On pourrait bien dire qu'«au cours des trois ou quatre prochaines années les besoins en nourriture et autres produits essentiels en provenance de l'étranger—[de l'Occident] surtout—qu'éprouvera [la Russie] dépasseront tellement sa capacité d'en acquitter la facture que, sans aide supplémentaire importante, elle devra affronter un dépérissement économique, social et politique des plus graves». On pourrait en dire autant de la plupart des autres pays de la CEI et de l'Europe de l'Est, y compris, bien entendu, la Géorgie et les pays baltes. Si on a le sentiment du déjà lu, c'est qu'à l'exception de ceux entre crochets, les mots entre guillemets sont tirés du discours de collation des grades prononcé par le Secrétaire d'État George Marshall à l'Université Harvard le 5 juin 1947, où il annonçait le programme américain de redressement de l'Europe (*European Recovery Program*).

Le Plan Marshall contribua probablement plus que toute autre initiative à reconstruire les pays de l'Organisation Européenne de Coopération Économique (OECE) et l'Allemagne de l'Ouest, qu'avait ravagés la deuxième guerre mondiale. L'agriculture et l'industrie y redevinrent productives. Des travaux publics essentiels y furent entrepris; les finances publiques, réorganisées, stabilisées et assainies; le commerce, tant à l'intérieur des pays qu'entre eux, relancé et intensifié; et ainsi de suite. Peu à peu l'Europe retrouva la prospérité et les anciens ennemis se réconcilièrent. Le souvenir de ce miracle donne lieu de penser que le premier élément d'un schéma de désarmement et de reconstruction à l'échelle du globe pourrait être un programme de rétablissement économique, conçu sur le modèle du Plan Marshall, par lequel les pays bien nantis de l'Occident (en Amérique, en Europe et en Océanie) et le Japon fourniraient aux pays de l'ancien bloc communiste un secours matériel généreux pour faciliter leur transition d'une économie de guerre à une économie de paix. Il serait irréaliste et injuste de compter sur les États-Unis pour en porter seuls le fardeau.

Dans le cas présent, on pourrait inviter les pays de la CEI et de l'Europe de l'Est à se doter d'une organisation du même genre que l'OECE, ou encore de plusieurs organisations régionales (v.g. pays baltes; républiques de l'Asie centrale de l'ex-URSS; etc.) et, par leur entremise, de solliciter de l'aide auprès de l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE). Les membres de l'OCDE pourraient se rendre à ces demandes dans la mesure où le permet leur santé économique. De même que sous le Plan Marshall, l'essentiel de l'aide prendrait la forme de dons. Les biens et services ainsi fournis pourraient être achetés par des particuliers ou des sociétés contre des devises locales. Ces montants seraient alors versés dans des comptes séparés bien identifiés («fonds de contrepartie») réservés au financement de travaux publics essentiels, approuvés par un organisme de coordination de l'OCDE semblable au *Economic Cooperation Administration* américain du Plan Marshall. De plus, on s'emploierait à trouver aux scientifiques et autres spécialistes des engins de destruction des tâches utiles, rémunératrices et respectées, au service de leur pays mais—et ceci est d'une importance capitale—ailleurs que dans le domaine des armes.

Le Plan Marshall contribua probablement plus que toute autre initiative à reconstruire les pays de l'Organisation Européenne de Coopération Économique (OECE) et l'Allemagne de l'Ouest, qu'avait ravagés la deuxième guerre mondiale.

Un tel programme pourrait hâter à la fois l'arrivée de la prospérité et l'enracinement de la démocratie dans les pays de l'ancien bloc communiste, et favoriser en même temps l'épanouissement de la confiance qui commence tout juste à naître entre des adversaires qui s'opposaient si récemment de part et d'autre du «rideau de fer». Tout cela pourrait rendre le climat plus propice à la poursuite de deux autres objectifs de toute première importance: (i) accélérer le désarmement chez les puissances armées et (ii) empêcher la prolifération des armes dans les autres pays. Pour amorcer la réalisation du second objectif, les pays membres de l'OCDE pourraient entamer des discussions en vue de la conclusion d'un traité interdisant la vente

d'armes qui les lierait en même temps, et tout autant, que les pays de l'ancien bloc communiste bénéficiaires de leur aide matérielle. Un tel traité engagerait les signataires à ne pas vendre d'armes et, en fermant ainsi le robinet, réduirait la possibilité de guerres ailleurs. Eu égard au premier objectif — le désarmement — moins les puissances nucléaires se sentiront menacées, plus celles qui ne s'y sont pas encore engagées seraient (normalement) disposées à accepter la réduction des armes stratégiques.

Un traité interdisant la vente d'armes conclu par les pays de l'OTAN et ceux de l'ancien Pacte de Varsovie, essentiellement, contribuerait de façon importante au freinage de leur prolifération.

Il faut évidemment viser à l'universalité de la reconstruction et du désarmement. Dans l'immédiat, cependant, il faut aller au plus pressé. Aussi serait-il prudent, au départ, de se fixer des objectifs réalisables et de commencer avec les républiques de la CEI et les États de l'Europe de l'Est qui, avec les pays industriels de l'Occident, pour l'avenir prévisible tout au moins, sont les sources les plus probables de la vente d'armes. Si cette démarche limitée réussissait, il conviendrait de l'étendre ailleurs: les bénéficiaires d'aujourd'hui, réhabilités, pourraient devenir, eux aussi, des pays donateurs, et les bénéficiaires de demain pourraient être encouragés, à leur tour, à signer le traité interdisant la vente d'armes.

S'ils invitaient les États de l'ancien bloc communiste à signer un tel traité, les pays de l'Occident devraient, eux aussi, envisager la fermeture de celles de leurs industries qui fabriquent des armes pour l'exportation. Sachant ceci, il leur faudrait entreprendre une analyse préalable serrée afin (i) d'identifier les problèmes juridiques (v.g. obligations contractuelles) susceptibles de faire obstacle à la fermeture de ces industries et d'imaginer des moyens conformes à la loi pour les surmonter; (ii) d'en évaluer les retombées économiques et d'imaginer des mesures pour en atténuer les effets défavorables; et (iii) de prévoir les arguments que formuleront les intérêts à qui profite le régime en place et d'y préparer des réponses cohérentes. Normalement, c'est aux États-Unis, à cause de leur puissance et de leur influence, que reviendrait l'initiative de déclencher le processus — à tout le moins, il leur faudrait en faire partie. Quels qu'ils soient, cependant, les initiateurs devraient mettre au point une stratégie diplomatique aussi diligente qu'adroite pour convaincre les pays exportateurs d'armes de signer un traité les obligeant à mettre la clé dans ce commerce lucratif mais meurtrier.

Un traité interdisant la vente d'armes conclu par les pays de l'OTAN et ceux de l'ancien Pacte de Varsovie, essentiellement, contribuerait de façon importante au freinage de leur prolifération. Il resterait cependant à conjurer les dangers créés par celles déjà en circulation un peu partout au monde. Vu la portée globale et la puissance dévastatrice des armes modernes, vu aussi la déraison de belligérants chauffés à blanc, la guerre de nos jours, si circonscrite soit-elle au départ, risque toujours de déclencher des réactions en chaîne rapides et imprévisibles: aucun coin du monde, si éloigné soit-il, n'en est hors d'atteinte. Le désarmement universel est donc d'importance vitale pour l'humanité entière et tous les peuples ont intérêt à travailler pour en assurer la réalisation: en présumant, hardiment encore une fois, que leurs gouvernements soient disposés à relever le défi, on pourrait prendre en considération l'idée suivante:

Pourquoi l'ONU ne parrainerait-elle pas la création d'une agence internationale pour le désarmement et la reconstruction («AIDR») dont le mandat serait d'acquérir les armes en circulation en les achetant des pays intéressés à un prix correspondant à une fraction (la moitié ?) de leur valeur amortie? Ces armes seraient ensuite détruites sous la surveillance d'experts nommés par l'agence. Les achats de l'AIDR seraient défrayés grâce à un impôt égal à (mettons) 0,33 p. cent du produit national brut, perçu de tous les États membres de l'ONU et, pour accélérer le processus, l'AIDR serait autorisée à contracter des emprunts sur le crédit de revenus anticipés. Cette taxe pour le désarmement serait perçue aussi longtemps que nécessaire et serait versée par les pays membres dans un compte contrôlé par l'AIDR. Les sommes payées pour l'achat d'armes ne pourraient servir qu'à des fins d'infrastructure civile, c'est-à-dire pour acheter des biens et services de nature non militaire. De plus, les gouvernements (i) s'engageraient à ne pas remplacer les armes rendues et (ii) consentiraient à des inspections de vérification.

Le temps presse et ... le répit dont nous bénéficions présentement ne saurait durer encore bien longtemps.

Les gouvernements de pays qui craignent d'être attaqués par des voisins bien équipés ne renonceront cependant pas à un arsenal qu'ils jugent essentiel à leur défense, si lucratifs que soient les incitatifs proposés au désarmement; n'y renonceront pas davantage ceux qui entendent satisfaire des ambitions, territoriales ou autres, quel qu'en soit le prix et par la force des armes s'il le faut. Pour favoriser la participation des premiers à un programme de désarmement et de reconstruction, et pour refréner les appétits des seconds, on pourrait envisager (i) de renforcer le rôle de maintien de la paix de l'ONU; (ii) de lui donner un mandat précis dans la restauration de la paix, y compris le pouvoir d'intervenir rapidement pour protéger les pays attaqués sans provocation; et (iii) de mettre à sa disposition toutes les ressources voulues pour s'acquitter de ces responsabilités

nouvelles ou accrues. Si de telles mesures étaient entérinées avec succès, le climat de collaboration créé suffirait peut-être à rendre possible une réforme sérieuse de l'ONU.

En guise de conclusion

Bien qu'il reviendrait normalement aux États-Unis d'enclencher ce processus, rien n'empêche d'autres pays de prendre les devants, à la condition capitale de laisser la porte ouverte à l'indispensable participation américaine. Le Canada par exemple, pourrait parrainer l'initiative, ou encore les Pays-Bas, ou la Norvège, voire tous ces pays ensemble, ou d'autres encore — avec eux ou à leur place : peu importe. Les initiateurs, quels qu'ils soient, devront se tenir en éveil et à l'écoute pour saisir l'occasion propice, et se préparer en conséquence.

Cette idée n'est évidemment qu'une ébauche et il y a sûrement d'autres façons d'aborder le problème. Que les experts la critiquent, la décortiquent et l'étoffent. Qu'ils en élaborent de meilleures. Ce faisant, qu'ils gardent à l'esprit que le temps presse et que le répit dont nous bénéficions présentement ne saurait durer encore bien longtemps. Quel que soit le projet auquel on s'arrêtera, cependant, il ne réussira qu'à la condition d'être résolument appuyé par les principaux intéressés: cet appui, la diplomatie devra le préparer activement. Dans le cas qui nous préoccupe, la réduction universelle des armes exigerait l'engagement ferme d'un très grand nombre de pays dont la prospérité, dans bien des cas, dépend en partie de la fabrication et du commerce des armes. Si leurs gouvernements sont incapables de reconnaître cette accoutumance[5] ou refusent de prendre les mesures pénibles qui s'imposent pour s'en libérer, on ne saurait guère entretenir d'espoir. Leurs amis peuvent, et doivent, leur manifester solidarité et appui dans l'épreuve de la désintoxication, mais ils ne peuvent pas la subir à leur place. Cette maladie met en péril l'humanité entière et il faut, de toute urgence, s'y attaquer.

RENVOIS

1 Témoignage de David Kay, autrefois inspecteur de l'*Agence internationale de l'énergie atomique* (une agence de l'ONU) devant un comité du Congrès américain le 27 octobre 1992. Rediffusé à l'émission *Adam Smith's Money World* au poste WETV (Vermont PBS) le dimanche 17 janvier 1993 (The Business of the Bomb).

2 *The Economist*, livraison du 16 au 23 janvier 1993, *Swords and Ploughshares*, p.52

3 *The Financial Times* de Londres, 29 janvier 1993, *India and Russia resolve 15-year dispute over debt*; cf. aussi une dépêche de l'*Associated Press* dans *The Christian Science Monitor* du 29 janvier 1993, *Russia, India Reach Accord on Debt, Trade, and Defense*.

4 Les chiffres sont ceux cités par Thomas L. Friedman dans *Beyond Start II: A New Level of Instability*, livraison du dimanche 10 janvier 1993 du *New York Times*. Les sources de M. Friedman sont la *Arms Control Association* et la *Natural Resources Defense Council*.

5 Cette métaphore est empruntée d'un essai de Richard Barrett, *The Most Costly Addiction of All*, dans la livraison de février 1993 de la revue *Harper's* (pp. 59-65).

POLÉMIQUE

Au sujet d'une dissidence

PIERRE JONCAS

Certains s'étonneront peut-être de lire ci-dessous un texte, *Haro sur les économistes?*, où un de nos collaborateurs, Richard L'Heureux, exprime son désaccord avec un autre, Louis-Philippe Rochon. Ce dernier lui répond dans *Haro? Non. Attention? Sûrement.* Y aurait-il querelle au sein de l'équipe ? La revue serait-elle confuse dans son orientation ?

Que les inquiets se rassurent. En économique, les idées ont toujours été controversées. Ainsi Thomas Malthus et David Ricardo, des contemporains, défendaient-ils vigoureusement, l'un contre l'autre, des points de vue diamétralement opposés au sujet de la contribution respective des propriétaires terriens et des entrepreneurs à la prospérité de la société. Leur débat ne connut jamais de cesse. En 1823, cependant, dans sa dernière lettre à Malthus, avant de mourir soudainement, Ricardo écrivait: «Et maintenant, cher Malthus, j'ai terminé. Comme bien d'autres qui débattent de leurs opinions, nous restons sur nos positions. Mais nos discussions ne minent nullement notre amitié; je ne vous estimerais pas davantage si vous étiez de mon avis.» Malthus, qui lui survécut onze ans, affirma de son côté n'avoir jamais aimé autant quelqu'un de sa propre famille.

Nous tenons pour axiomatique que la personne est sacrée et sa liberté de conscience inviolable et, sous réserve de ces deux grands principes, que les hommes sont solidaires et responsables les uns des autres.

Plus près de nous, à *Cité libre* même, la dissidence n'est pas sans précédent. Dans la livraison de novembre 1953, Pierre Vadboncoeur publiait une *Critique de notre psychologie de l'action* à laquelle Gérard Pelletier répondait, justement, par une *Dissidence*. Voici, en partie ce qu'écrivait ce dernier: « Si … je tiens à exprimer ma dissidence, ce n'est pas au nom de quelque « orthodoxie mineure » dont *Cité libre* n'aurait que faire. Chacun de nos collaborateurs est libre de sa démarche et de ses opinions en des matières discutables. Mais chacun est libre aussi de marquer ses positions propres en regard de celles

d'un camarade, surtout quand ce dernier, tablant sur une certaine base commune de pensée, risque d'incliner, aux yeux du public, la revue entière vers des conclusions qui lui sont personnelles ... Comme quoi il importe de contredire d'abord ses amis, ensuite seulement ses adversaires.»

Qu'on ne s'y méprenne donc pas, nous partageons certaines convictions et nous sommes attachés à certaines valeurs dont nous entendons ensemble assurer la «deffence et illustration». Nous tenons pour axiomatique que la personne est sacrée et sa liberté de conscience inviolable et, sous réserve de ces deux grands principes, que les hommes sont solidaires et responsables les uns des autres. Nous croyons tous être, chacun à notre façon, fiduciaires du «Bien commun» et, malgré la difficulté de le définir, nous nous estimons responsables de chercher à en discerner les exigences lorsque les circonstances le réclament. Nous souscrivons à la démocratie et réprouvons la dictature et le totalitarisme. Nous croyons à la suprématie de la loi et rejetons l'arbitraire gouvernemental. Les nationalismes, quels qu'ils soient, n'ont pour nous aucun attrait, et le racisme nous répugne sous toutes ses formes. Et ainsi de suite.

Si la recherche des lois de la Nature est ardue, celle des lois de la conduite humaine l'est bien davantage.

Si la recherche des lois de la Nature est ardue, celle des lois de la conduite humaine l'est bien davantage. Comme la perception et l'analyse des chercheurs, même les plus compétents et les plus probes, risquent d'être faussées par des intérêts et des préjugés inconscients, nous cultivons un scepticisme respectueux et rejetons toute «science» à caractère dogmatique. Quand nous écrivons, dans ces pages tout au moins, nous aspirons à agir en «intellectuels» au sens défini par Pierre Billon: «*Être intellectuel, c'est choisir d'être seul.* C'est consentir à la marginalité quand la norme est d'être « in ». C'est afficher sa dissidence quand la famille devient une secte.» (*Les intellectuels québécois: Collision ou collusion*, dans *Cité libre*, juin-juillet 1993). Chaque fois qu'il y aura lieu nous nous efforcerons, selon son admirable expression, d'«éclairer le dilemme sans influencer le choix».

Haro sur les économistes?

Richard L'Heureux

«Aucune recherche humaine ne peut se dire connaissance véritable si elle n'a reçu de démonstration mathématique.» Léonard de Vinci

On retrouve dans le *Cité libre* de janvier-février, un article de Louis-Philippe Rochon, intitulé *L'économie, une science?*, dans lequel l'auteur se livre à une charge à l'emporte-pièce contre à peu près tous les courants modernes de la pensée économique.

Selon l'auteur, en rejetant les conclusions de Marx, «la bourgeoisie et les élites intellectuelles ont rejeté en vrac toute l'époque classique». À le lire, on serait tenté de croire que, exception faite des keynésiens orthodoxes comme lui, les économistes sont des matheux bornés qui se cantonnent dans des modèles théoriques irréalistes et stériles et que l'incertitude de l'avenir rendant vaine toute prédiction, les prévisions économiques sont inutiles. Selon lui toujours, «le prix Nobel en économie est dangereux» par l'excès de crédit qu'il donne aux lauréats. À preuve, l'attribution du Nobel de 1976 à Milton Friedman aurait incité de nombreux pays à mettre ses théories en pratique et serait ainsi à l'origine de tous les problèmes économiques qui nous affligent aujourd'hui.

C'est une grossière simplification que de faire loger à la même enseigne l'ensemble des économistes de la période classique. D'abord ils n'étaient pas tous contemporains. Aussi, depuis Adam Smith (1723-1790)—qui puisait volontiers aux idées développées par d'autres, dont les physiocrates—à Karl Marx (1818-1883) et John Stuart Mill (1808-1873), en passant par David Ricardo (1772-1823) et Robert Malthus (1776-1834), la pensée économique classique a beaucoup évolué. La pensée de ces auteurs se caractérise certes par une démarche visant à identifier les facteurs de la croissance économique et de la distribution des revenus mais ils n'arrivent pas tous aux mêmes conclusions. John Stuart Mill par exemple, qui vivait à une époque plus prospère que ses prédécesseurs, croyait qu'à travers le syndicalisme et autres formes d'association, les travailleurs en viendraient à s'émanciper, à limiter leur progéniture, à se soustraire ainsi à cette fatalité qui tendait à limiter leur salaire au niveau de subsistance.

On ne peut sérieusement rapprocher la vision de Marx de celles d'économistes socialement conservateurs comme Smith, Ricardo ou Malthus. Pour Ricardo, la baisse des taux de profit entraîne la fin de l'accumulation du capital et l'état stationnaire, une fatalité que vient reporter (heureusement) le progrès technique. Pour Marx, la baisse du taux de profit amène l'effondrement du système capitaliste, à travers une succession de crises économiques (Marx est l'un des précurseurs de la théorie des cycles économiques). Rien donc

n'autorise de soutenir, comme le fait Louis-Philippe Rochon, que rejeter Marx équivaut à écarter les leçons de Smith, Ricardo et Malthus.

L'auteur s'insurge contre l'utilisation des mathématiques et d'«équations stériles» dans l'analyse de situations économiques. L'analyse économique se prête fort bien, il est vrai, à l'utilisation des mathématiques. Malthus, qui avait une formation mathématique et voulait fonder l'économie sur des bases empiriques et l'utilisation de données statistiques, l'avait compris: il définit les économistes comme des «scientific writers on political economy» — preuve que la volonté de traiter de la réalité économique avec la rigueur de l'analyse scientifique remonte aux origines mêmes de la pensée classique en économie.

L'utilisation des mathématiques s'avèrera encore plus utile aux économistes de l'approche néo-classique dont la préoccupation de base sera d'analyser le processus d'allocation des ressources dans un système de marché. L'évolution économique de l'Europe durant la seconde partie du XIXe siècle avait largement contribué à l'avènement de ce nouveau courant de pensée: en effet, avec le progrès apporté par l'industrialisation, les économistes de l'époque se préoccupaient moins de croissance économique que leurs prédécesseurs. Leur intérêt se déplaça vers le processus d'allocation des ressources et les problèmes micro-économiques comme le comportement économique des ménages, des entreprises et des industries.

Le système de prix, l'offre et la demande étaient des concepts-clefs dans l'analyse d'un système économique basé sur le marché. Pour comprendre son fonctionnement, il était nécessaire d'établir des modèles théoriques qui permettaient d'isoler des variables-clefs et de mieux comprendre leur fonctionnement, comme on le fait pour les sciences physiques. De tels modèles ne se veulent pas des représentations fidèles de la réalité (comme lorsqu'on suppose un marché sans intervention syndicale ou gouvernementale), mais des moyens de mieux isoler et comprendre certains de ses aspects importants. Sans l'apport de modèles théoriques, il est impossible de bien comprendre la réalité économique.

Sans l'apport de modèles théoriques, il est impossible de bien comprendre la réalité économique.

Ces modèles se prêtaient fort bien à l'analyse mathématique, et à ce titre, les mathématiques jouent un double rôle. D'une part, sur le plan de la forme, elles aident à appréhender la réalité économique, à en comprendre le fonctionnement. D'autre part, elles servent à traiter des données statistiques pour ainsi tester les modèles élaborés à partir de nouvelles théories. En éclairant ainsi des problèmes complexes où un grand nombre de phénomènes s'affectent réciproquement, les modèles mathématiques permettent de prévoir, de façon estimative, l'effet net de politiques et de décisions gouvernementales sur les variables importantes que sont l'emploi, les salaires, les recettes fiscales, les taux d'intérêt, les taux de change, etc.

La science économique peut-elle pour autant être comparée à la physique? On ne poserait même pas la question si Louis-Philippe Rochon n'affirmait pas qu'«aujourd'hui la très grande majorité des économistes» considèrent leur discipline comme «une science au même titre que la physique». Tant mieux si les économistes essaient d'être aussi rigoureux dans leur démarche analytique que les physiciens. Comme à ceux-ci, cela leur évitera de formuler des conclusions trop hâtives. Les économistes savent bien, cependant, que l'objet même de leurs analyses — les décisions économiques — ne permet pas le haut niveau de certitude accessible aux sciences physiques.

Les économistes se prennent-ils pour des devins?

Les économistes se prennent-ils pour des devins? À travers leurs modèles de prévision, ils ne font qu'essayer de déceler des tendances, des points de retournement dans l'évolution de l'économie en se fondant sur des modèles élaborés à partir de l'analyse des données statistiques. Il est étrange d'entendre un économiste affirmer qu'il n'y a rien de constant en économie, que «rien n'y est comparable à la loi de la gravité en physique». Précisément, il y a la loi de l'offre et de la demande, qui est la base de l'analyse économique, une loi qui permet d'expliquer un grand nombre de comportements.

En 20 ans d'expérience dans le domaine du développement international, combien de situations ai-je pu observer où on n'arrivait pas aux résultats recherchés faute d'avoir tenu compte de la loi de l'offre et de la demande. Un exemple: à Madagascar, le gouvernement veut protéger les consommateurs des villes contre la montée du prix du riz. Plutôt que de s'attaquer aux causes mêmes du problème, il plafonne le prix du riz (au lieu, par exemple, de prendre des mesures pour réduire les coûts de production et de transport du riz vers les villes). Résultat: produire du riz n'est plus rentable, les paysans ne produisent plus que pour eux-mêmes, il y a pénurie de riz dans les marchés de la ville, le gouvernement doit avoir recours à des importations massives pour satisfaire aux besoins. Dénouement facilement prévisible, pourvu qu'on connaisse et qu'on comprenne la loi de l'offre et de la demande.

Il existe certes aujourd'hui des économistes qui attachent plus d'importance à l'outil que sont les mathématiques — au détriment de l'objet même de leurs analyses. Ce n'est pas une raison qui justifie de rejeter en bloc toute démarche d'analyse économique, car c'est à cela qu'aboutit le raisonnement de Rochon en disant qu'en économie il n'y rien de constant. Si c'est le cas, on verra bientôt les ministres des finances consulter des cartomanciennes.

Quand Louis-Philippe Rochon rappelle que les théo-

ries doivent être formulées à partir d'observations et non à partir de formules mathématiques, il répète une évidence. Une théorie n'est valable que si elle peut subir un test pour établir si elle est vraie ou fausse. Cela suppose la formulation d'un modèle et son expérimentation avec des données observables. C'est à cette seule condition qu'on peut prétendre faire un travail scientifique. Pour ce faire, évidemment, il faut utiliser des méthodes d'analyse statistique.

Il est étrange d'entendre un économiste affirmer qu'il n'y a rien de constant en économie, que «rien n'y est comparable à la loi de la gravité en physique».

La démarche néo-classique n'était certes pas le dernier mot de la pensée économique. Elle avait en particulier le tort de soutenir que le libre jeu des forces du marché menait inévitablement vers un équilibre de plein emploi. Il reviendrait à John Maynard Keynes de montrer que contrairement à ce que croyaient les néo-classiques, l'économie avait une tendance naturelle à «osciller autour d'une situation intermédiaire sensiblement inférieure au plein emploi et sensiblement supérieure à l'emploi minimum au-dessous duquel l'existence serait compromise», d'où la justification d'un interventionnisme de l'État pour corriger les insuffisances de la demande globale. La pensée keynésienne a profondément modifié la perspective qu'avaient les économistes du fonctionnement de l'économie. Keynes avait néammoins été l'élève, à Cambridge, d'Alfred Marshall, le père de la pensée néo-classique, auquel il vouait un grand respect. Sa critique des conclusions de la pensée néo-classique en matière de macro-économie ne lui faisait pas rejeter d'emblée l'ensemble de ses conclusions. Il les voyait comme véridiques en autant qu'on se trouvait en situation de plein emploi...

En ce sens, le problème de Keynes pour les keynésiens orthodoxes, par opposition à ceux que Rochon appelle aimablement les keynésiens bâtards, c'est que, comme le soulignait Joan Robinson, il n'est pas assez keynésien.

Les lecteurs de *Cité libre* tentés d'accepter sans autre forme de procès la condamnation de la pensée économique contemporaine formulée par Louis-Philippe Rochon seraient sages de confronter ses écrits avec la réalité. Il leur serait certainement utile de constater que dans un des pays où on applique une politique néo-libérale directement inspirée des thèses de Milton Friedman, le Chili, les résultats, tant sur le plan social qu'économique, sont enviables. La politique économique y est tellement libérale que dernièrement, le gouvernement lançait des appels d'offre auprès du secteur privé pour la construction et l'exploitation de tunnels routiers. On songe même à y privatiser des services publics comme les aqueducs et les égoûts.

Entre 1986 et 1992, le taux de chômage au Chili est passé de 10,8% à 4,5%. En 1992, le niveau moyen des salaires était en hausse de 5%, en termes réels, c'est-à-dire compte tenu de la hausse des prix. Le secteur public connait un surplus budgétaire et la croissance réelle a été de 10% pour l'année 1992. Entre 1990 et 1992, la couche des 20% des moins nantis de la population ont connu une hausse de revenu de 30%. Entre 1985 et 1992, la proportion des gens pauvres au Chili est passée de 45% à 33%. Les derniers chiffres officiels indiquent que des 13 millions de Chiliens, 4 millions vivent dans la pauvreté, soit 1 million de moins qu'il y a quatre ans. La croissance économique ne s'y fait pas nécessairement aux dépens de la justice sociale. Une situation qui ferait rêver bien des gens d'ici...

Bien sûr, le prix de cette reprise économique enviable serait inacceptable si elle était imputable à la tyrannie du régime Pinochet mais ce n'est pas le cas. Le Chili est redevenu une démocratie. En mars 1990, Patricio Aylwin était élu à la présidence en remplacement du général Pinochet. Quatre ans plus tard, en mars dernier, Eduardo Frei, fils, était à son tour élu président.

La politique néo-libérale et la théorie qui l'inspire restent imparfaites,[1] nul ne peut en disconvenir. Avant, toutefois, d'en faire la source de tous les problèmes économiques et de lancer l'anathème à ses adeptes, il serait bon de réfléchir, d'analyser les faits, ensuite de juger. ✐

NOTE

1. On peut en dire autant des politiques et de la théorie keynésiennes. Dans la livraison d'octobre 1954 de *Cité libre* (#12), Pierre Elliott Trudeau propose une critique essentiellement favorable de l'étude de Maurice Lamontagne, *Le fédéralisme canadien*. Il y émet néanmoins des réserves qui n'ont rien perdu de leur pertinence. «Je suis d'accord, écrit-il, quand (Gérard Filion) déclare dangereux ‹de bâtir ce que M. Lamontagne appelle le nouveau fédéralisme canadien sur une théorie canadienne (celle de Keynes) qui sera dépassée dans une génération›. Mais enfin il faut résoudre les problèmes économiques d'aujourd'hui avec les connaissances qu'on a.» (*De libro, tributo ... et quibusquam aliis*, p.16, renvoi 12).

SOURCES :

Keynes, J.M., Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie. Payot, Paris. 1963.

Barber, William J., A History of Economic Thought. Penguin Books, London. 1967.

POLÉMIQUE

Haro? Non. Attention? Sûrement.

Louis-Philippe Rochon

«Si les économistes arrivaient à être perçus comme des gens humbles et compétents, au même titre que les dentistes, ce serait splendide.» John Maynard Keynes

Tous les ans, le 5 juin, jour anniversaire de la naissance d'Adam Smith, des courtiers de Wall Street arborent fièrement une cravate distinctive pour célébrer la mémoire du père de la théorie de la main invisible du marché. Or, la pensée d'Adam Smith ne se limite pas à cette métaphore. Les passages abondent dans son oeuvre qui, s'ils les avaient seulement lus, en amèneraient plus d'un à laisser sa cravate au vestiaire.

Richard L'Heureux a raison d'écrire que c'est «une grossière simplification que de faire loger à la même enseigne l'ensemble des économistes classiques». Il n'en demeure pas moins qu'en dépit de leurs différends, Smith, Ricardo, Malthus et Marx s'entendaient sur les prémisses de base. Et ce sont justement ces prémisses qui ont été écartées lorsque la bourgeoisie a rejeté en vrac les théories de Marx et de Ricardo.

Comme le souligne le professeur Marc Lavoie[1] de l'Université d'Ottawa, les économistes classiques se sont d'abord intéressés aux conflits entre les classes sociales, un intérêt que les théoriciens néo-classiques ne partageaient pas, car ce qui les préoccupaient, eux, c'était l'analyse du comportement individuel et du choix rationnel. En outre Marx, tout comme les économistes classiques (sauf Smith), a décrit la détermination des prix (distribution) dans l'économie par le truchement de la théorie du surplus. Étant donné que cette façon de voir tenait compte de la lutte des classes, elle est mise au rancart par les théoriciens néo-classiques qui s'intéressent surtout aux lois axiomatiques de l'offre et de la demande.[2]

Si Ricardo et Marx perçoivent la société comme un conflit entre les classes sociales, c'est leur méthodologie respective qui les empêche de s'entendre sur la description des classes au coeur de ce conflit. D'après l'analyse déductive de Ricardo il s'agissait d'une lutte entre les rentiers qui voulaient consommer leur part du surplus et les capitalistes qui voulaient l'épargner et l'investir alors que selon l'analyse pragmatiste (réaliste) de Marx le surplus des capitalistes représentait ce qu'on avait enlevé aux ouvriers.[3] Le débat sur le conflit social découle de celui portant sur la distribution du surplus entre les classes. Mais avant de traiter de la distribution du surplus, les économistes devaient être capables de *mesurer* ce surplus, c'est-à-dire de lui donner une valeur. C'est précisément la théorie de la valeur qui est au coeur de la période classique.

D'après Richard L'Heureux, «la baisse du taux de profit [chez Marx] mène à l'effondrement du système capitaliste, à travers une succession de crises économiques.» Même s'il s'agit là d'une interprétation populaire de la pensée de Marx, elle ne correspond pas à ce qu'il a effectivement écrit sur le sujet. Car Marx fait une distinction très nette entre le taux de profit qui diminue dans le temps et la masse de profit qui augmente au début des cycles économiques de manière à contrebalancer la chute du taux de profit. Ce qui résulte en une accélération des taux de croissance et de production jusqu'à ce que le système capitaliste entre dans une période de crises successives qui, même si elles sont souvent violentes, ne mènent pas nécessairement à son effondrement. Car si, d'après Marx, le capitalisme est animé par des forces internes qui le propulsent vers des crises, ce système dispose également de forces internes qui sont non seulement capables de l'empêcher de s'effondrer mais encore de regénérer la croissance. Précisons toutefois que Marx ne croyait pas que ces forces du système capitaliste constituaient une garantie automatique de la croissance continue. Pour Marx, en effet, ce sont les forces *politiques* qui mèneront à l'effondrement du capitalisme parce que le prolétariat se soulèvera contre l'injustice économique qui est évidente dans la polarisation des revenus.[4]

Si Ricardo et Marx perçoivent la société comme un conflit entre les classes sociales, c'est leur méthodologie respective qui les empêche de s'entendre sur la description des classes au coeur de ce conflit.

J'en arrive à Keynes. Quand Richard L'Heureux prétend que celui-ci n'a pas rejeté d'emblée l'ensemble des conclusions néo-classiques, il me déconcerte. Bien sûr que Keynes croyait que la théorie néo-classique était applicable au plein emploi mais cela ne veut pas dire pour autant qu'il en acceptait les conclusions. Car s'il est vrai que Keynes a adopté certains postulats *microéconomiques* de la théorie néo-classique, cela ne veut pas dire qu'il en a accepté les conclusions *macroéconomiques*. L'objectif de Keynes était clairement de renverser le courant de pensée dominant

et non de le modifier. Il écrit d'ailleurs à George Bernard Shaw dans une lettre du 1er janvier 1935, qu'il est en train de rédiger un ouvrage qui allait «mener à une vraie révolution dans la manière dont le monde perçoit les problèmes économiques.» Cet ouvrage c'est la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, dans lequel Keynes rejette expressément les conclusions macroéconomiques des théoriciens néo-classiques. Celles-ci s'intéressant à son avis à un cas *spécial*—le plein emploi—alors que sa théorie à lui est *générale* puisqu'elle s'attaque à une conjoncture qui l'est aussi: le chômage. D'où le titre de son livre d'ailleurs.

Un économiste américain, David Colander, a d'ailleurs mené un sondage auprès d'étudiants des départements d'économie des universités de Chicago, Columbia, Harvard, MIT, Stanford et Yale pour savoir ce qui comptait le plus pour eux: le réalisme ou la rigueur mathématique?

Et les maths dans tout ça? Depuis la révolution néo-classique des années 1870, l'usage des mathématiques en économie a connu une croissance phénoménale. On peut même lire dans les oeuvres des fondateurs de la théorie néo-classique—Jevons, Walras, Edgeworth et Pareto—des passages faisant explicitement référence à la physique quand ce n'est pas le sujet d'un livre comme celui d'Edgeworth qui s'intitule «*Mathematical Physics: An Essay on the Application of Mathematics to the Moral Sciences*» (1881). Comme le dit bien Joan Robinson dans *The Economics of Imperfect Competition* (1933), un économiste peut soit concevoir des hypothèses susceptibles de le rapprocher de la réalité des problèmes économiques, bien que ces hypothèses soient difficilement démontrables en termes mathémathiques, ou bien il peut redéfinir ces problèmes en termes mathémathiques tout en s'éloignant de la réalité. Plusieurs économistes éminents se sont ralliés à l'opinion de Mme Robinson dont John Hicks, Alfred Marshall et James Tobin. Ce dernier soutient d'ailleurs que l'on peut faire la preuve mathématique de l'existence de la main invisible du marché mais que les hypothèses de départ de ces modèles sont à ce point erronnées qu'il serait difficile de prendre leurs conclusions au sérieux. Marshall a été encore plus catégorique sur le sujet : « I had a growing feeling in the later years of my work ... that a good mathematical theorem dealing with economic hypothesis was very unlikely to be good economics».[5] Quant à Keynes, s'il n'était pas nécessairement contre l'usage des mathématiques en économie, il entendait limiter leur rôle à celui d'un instrument d'apprentissage.

Certes, les mathématiques facilitent la prédiction en économie mais leurs conclusions sont-elles utiles et même fiables? Lorsqu'un économiste essaie de prédire l'avenir il doit faire une foule d'hypothèses irréalistes comme, par exemple, maintenir certaines variables fixes dans le temps ou même en exclure. Est-ce là une démarche honnête dans un monde dynamique? Si on admet, par exemple, que l'incertitude domine nos décisions de consommation et d'investissement, la notion de temps devient un élément essentiel en théorie économique. Or comment prétendre prévoir l'avenir du comportement des agrégats, c'est-à-dire de la somme des données fournies par les comptes de la nation tel que le produit national, le revenu national, la défense nationale? Je n'irais pas cependant jusqu'à dire que ces prévisions économiques étant peu fiables elles ne peuvent servir à l'élaboration de politiques économiques à long terme. On peut s'en inspirer dans la mesure où celles-ci sont conformes à l'objectif premier de toute analyse économique qui est d'abord de chercher à comprendre le fonctionnement de l'économie à l'heure actuelle. À quoi bon prédire que le taux de chômage actuel sera à peu près le même d'ici une décennie quand on ne sait pas au juste quelles en sont les causes aujourd'hui?

Lorsqu'ils conçoivent des modèles mathématiques pour décrire une situation économique donnée, tous les économistes sont-ils convaincus que c'est le réalisme de leurs hypothèses de base qui en garanti la validité? Richard L'Heureux pense que oui. Pour ma part j'en doute fortement. Il n'y qu'à lire Milton Friedman selon lequel: « To be important a hypothesis must be descriptively false in its assumptions ... The relevant question to ask about the «assumptions» of a theory is not whether they are descriptively «realistic», for they never are ... The ultimate goal of a positive science is the development of a «theory» that yields valid and meaningful ... predictions about phenomenona not yet observed»,[6] pour constater que le réalisme est une question nettement secondaire aux yeux des partisans de l'approche déductive en économie. Ce qui compte pour la grande majorité d'entre eux c'est d'abord et avant tout la rigueur mathématique des modèles. Un économiste américain, David Colander, a d'ailleurs mené un sondage auprès d'étudiants des départements d'économie des universités de Chicago, Columbia, Harvard, MIT, Stanford et Yale pour savoir ce qui comptait le plus pour eux: le réalisme ou la rigueur mathématique? Seulement 3% des étudiants ont répondu qu'une bonne connaissance de l'économie ou le réalisme des hypothèses était important. Près de 70% d'entre eux ont répondu qu'une connaissance du monde réel n'avait vraiment rien à voir avec l'économie![7]

Que penser de l'expérience chilienne dont l'essor économique actuel serait attribuable, selon Richard L'Heureux, à l'application de politiques néo-conservatrices friedmaniennes? J'ai trois choses à dire là-dessus. D'abord, Milton Friedman s'est lui-même distancé à plusieurs reprises de l'expérience du Chili et de ses poli-

tiques économiques. Ensuite, l'expérience monétariste a été instaurée en 1973, tout de suite après le renversement du gouvernement socialiste de Salvador Allende, pour être abandonnée vers le milieu des années 1980, soit dans les dernières années de la dictature du général Pinochet. Plusieurs études publiées sur l'économie chilienne à cette époque en sont venues à la conclusion que l'expérience monétariste fut un échec.[8] Enfin, c'est seulement vers le milieu des années 1980 que le gouvernement chilien a freiné le laissez-faire économique en inaugurant un processus d'investissements publics, surtout dans les secteurs agricole et minier, tout en coupant les dépenses dans d'autres domaines. Ce sont d'ailleurs des chiffres qui remontent à 1986 que cite L'Heureux, soit un an après l'application d'une politique économique «keynésienne». Il ne nous donne aucune statistique pour les 12 années de politiques néo-conservatrices précédentes.

Bref, on ne peut exclure le changement de régime de la discussion de l'évolution de la situation économique chilienne. C'est un fait notoire que l'armée appuyait les capitalistes contre les travailleurs. Ne pourrait-on pas en conclure qu'une telle alliance a alimenté les conflits socio-économiques et que c'est donc la fin du régime militaire qui a mis un terme à de nombreux problèmes structuraux de l'économie chilienne ?

NOTES

1. Lavoie, Marc (1992) *Foundations of Post-Keynesian Economic Analysis*, Eldershot, Edward Elger.
2. La théorie de l'offre et de la demande développée par les néoclassiques n'a rien à voir avec celle d'Adam Smith. Le grand débat des années 1960 en économie a porté précisément sur ces courbes d'offre et de demande. Ce débat a abouti à la conclusion selon laquelle, étant donné que l'on ne pouvait construire de telles courbes, toute analyse économique fondée sur l'analyse de l'offre et de la demande était erronée. Pour en savoir plus long sur «la controverse du capital» voir Eatwall, John (1993) *«Keyne's Economics and the Theory of Value and Distribution»*, London: Dunkworth.
3. Cette interprétation est conforme à celle de Joan Robinson.
4. Je voudrais remercier ici M.James Moudud, un spécialiste de la théorie marxiste et un collègue de la New School of Social Research, qui a relu et commenté ce passage.
5. Cf. lettre à A.L.Bowley du 3 mars 1901 publiée dans les *Principles of Economics*, 8: 385.
6. Friedman Milton (1953) *Essays in Positive Economics*, Chicago: University of Chicago Press.
7. Colander, David (1991) *Why aren't Economists as Important as Garbagemen?* Armonk, New York: M.E.Sharpe.
8. Pour un résumé des politiques de cette époque et de leur succès, voir Ramos, Joseph (1986) *Neoconservative Economics in the Southern Cone of Latin America, 1973 - 1983*, Baltimore : John Hopkins University Press.

CORRESPONDANCE

Un réseau de travail... et d'idées

DANIEL GARRIC et YVES LECLERC

N.D.L.R.: *Après le roman épistolaire, l'essai par e-mail? Ce texte inusité reproduit la correspondance électronique échangée, pendant environ trois semaines, entre deux confrères journalistes: à Paris, Daniel Garric—100325,3043 sur Compuserve—, grand reporter du Point et spécialiste de l'informatique et des technologies, auteur récemment d'un CD-ROM encyclopédique sur Léonard de Vinci; à Montréal, Yves Leclerc—c1615@er.uqam.ca sur l'Internet—, ex-grand reporter de La Presse recyclé en informatique et télécommunications (mais toujours passionné de politique et d'histoire, on va le voir). Le prétexte: un colloque sur l'avenir du travail animé par le premier et auquel le second devait participer.*

(15/2/94)
FROM : 100325.3043@compuserve.COM
TO : c1615@er.uqam.ca
SUBJECT : Ton livre

Yves,
Je dois te dire qu'ayant lu à peu près la moitié de ton livre[1], je reste sur ma faim : es-tu certain que ta façon de prendre le problème, par le biais des grandes définitions abstraites et théoriques du siècle dernier, soit la bonne? Je pars, moi, d'une autre constatation: la crise mondiale actuelle est causée par la mise en interaction en temps réel et/ou en temps utile de toutes les activités humaines —toutes sortes d'activités—et l'inadéquation radicale de nos structures sociales et mentales à ce nouvel état de fait.

Les grands principes, je dois te dire, m'importent peu à partir du moment où l'on sait qu'il y a un objectif final et un seul, faire en sorte que le plus grand nombre possible d'individus franchissent la ligne qui séparera bientôt certains hommes et les autres—puisque nous sommes en état d'évolution. Je suppose que tu n'es pas d'accord avec cette façon de voir mais je n'en ai pas d'autre pour expliquer la crise que nous vivons. Notre problème majeur, c'est comment travailler aujourd'hui et demain...

Ton éditeur Internet accepte-t-il les caractères français? Amitiés. Daniel.

(15/2/94)
FROM : c1615@er.uqam.ca
TO : 100325.3043@compuserve.COM
SUBJECT : Grands principes

Daniel,
Je te signale qu'on va tous être obligés de réapprendre l'art épistolaire. Mme de Sévigné n'a qu'à bien se tenir... sauf qu'elle au moins avait droit aux accents et aux cédilles, pas moi.[2]

Pour le reste, il me paraît que nos points de vue sont plus complémentaires qu'opposés. Le mien résulte des convictions suivantes:
a) Au point où en est l'humanité, on ne peut plus résoudre les problèmes sur la base du seul pays ou même du continent, il faut regarder l'effet des solutions envisagées sur l'ensemble de la pla-

nète (vue comme une « communauté de communautés » et non comme un grand tout indifférencié). Donc, sortir des débats purement « américain » ou « canadien » ou « hexagonal ».

b) Les formules politiques couramment proposées sont beaucoup trop occidentales et « européennes » pour répondre aux besoins du reste du monde: il faut nous sortir de la tête l'idée que parce qu'un système marche chez nous, il est universel. Les autres cultures ont leur grain de sel à y mettre, or nous n'en tenons aucun compte sauf pour en être impatients. J'évoque la dernière époque où les Européens considéraient les autres civilisations sans trop de condescendance: Montesquieu a écrit les *Lettres persanes* avant *L'Esprit des lois*, Rousseau et Chateaubriand se sont intéressés (quoique maladroitement) aux Amérindiens, Stuart Mill puise des exemples en Inde et dans le monde arabe.

c) Pour modifier ou remplacer intelligemment le système que nous avons, il importe d'en comprendre les rouages; d'où l'accent que je mets sur les grands principes des 18e-19e siècles non comme des idéaux, mais comme des lois empiriquement définies de la mécanique démocratique. Mon propos est de montrer que cette mécanique n'est pas victime que de l'époque, elle a des vices de nature que l'époque rend seulement plus visibles.

d) Justement parce que, comme tu le soulignes, nos structures sociales et politiques ne correspondent plus à la réalité—tu le prends sous l'angle du temps réel, je le prends sous celui de l'instantanéité des communications, ce qui est assez voisin—, il ne suffit pas d'un vague ravaudage du système actuel pour régler la question. Il faut repenser le tout. Autant pour guider ma propre réflexion que par souci pédagogique, je suis donc porté à me référer aux époques passées qui ont vécu le même problème: la Grèce de Solon et des philosophes, la Chine de Confucius et de Lao-Tseu, l'Arabie de Mahomet, le Siècle des lumières.

Note que mon livre est un diagnostic, pas encore un essai de solution. Il se contente de fournir des éléments de réflexion à ceux qui cherchent une nouvelle voie.

J'ai commencé à plancher sur la suite, qui se présentera comme une description fonctionnelle de ce que pourrait être le régime politique d'une société de l'information et de la communication instantanée. D'où ma fascination pour les réseaux, pour l'émergence de «l'économie d'information» avec ses effets sur le travail, sur les agglomérations humaines, sur la charpente des organisations publiques et privées, etc. Le titre temporaire en est *Mon premier livre d'infocratie*...

17/2/94 (Réponse de Garric, exceptionnellement par fax :)

Yves,
Bien sûr que nous sommes complémentaires. Mais j'ai tout de même l'impression que tu prends le problème à l'envers: pour moi, avant d'émettre la moindre idée théorique, j'ai besoin de savoir, de comprendre le monde dans lequel je vis. Cela dit, il est évident que l'exportation de «démocraties» à l'occidentale est une erreur monstrueuse. Il n'empêche: je crois qu'il existe une situation mondiale identique partout, mais... faite uniquement d'exceptions. Je te joins le «Manifeste de Metz», le texte que j'ai écrit pour l'organisation du colloque[2]. Je t'assure que les discussions préparatoires que j'ai en ce moment sont bien loin de tes préoccupations. Et des miennes aussi, d'ailleurs. Il y a un formidable travail d'explication à faire, sur le terrain. Ici, mais ailleurs aussi sans doute, tout le monde se fiche de la démocratie. La question est: comment venir à bout du chômage, comment travailler aujourd'hui et demain.

Voici donc le texte:
Pour la première fois dans toute l'Histoire, nous assistons en direct à un vrai changement de civilisation. Nous quittons «l'âge industriel» pour pénétrer dans un univers où les principes, les règles, les modes de vie, de travail, d'organisation, de pensée même, qui ont été les nôtres pendant près de deux cents ans n'ont plus cours.

Il faut bien distinguer et peut-être dissocier les notions d'emploi, de travail et de salaire. Les exemples sont fréquents dans l'histoire où certains travaillaient sans salaire, où des emplois rémunérés ne comportaient aucun travail, où la majorité des gens, tout en travaillant souvent très fort, n'avaient rien qui ressemblait à un emploi défini.

La crise économique et sociale qui frappe depuis quelques années tous les pays industrialisés n'est que la partie visible du choc entre le monde qui était, qui est encore et le monde qui vient, qui est déjà là. Elle est la phase de transition entre deux états d'une évolution en profondeur de la société, des entreprises, de l'homme lui-même.

Si nous voulons savoir comment l'homme vivra et travaillera dans dix, vingt ou trente ans, si nous voulons essayer de cerner ces emplois du futur qui sont au centre de toutes nos préoccupations, nous devons comprendre quel emploi nous pouvons, nous devons faire du futur, quel type de société est en train de naître sous nos yeux — en commençant par le présent: les décisions, toutes les décisions prises aujourd'hui, dans tous les domaines, pèseront sur l'avenir. Il n'est plus possible de séparer le court terme du moyen, du long terme, de «rafistoler» le présent, au coup par coup, sans avoir, au moins, une certaine idée du futur.

L'objectif du «Colloque de Metz», c'est d'abord de saisir le monde actuel et ses rouages, de bien comprendre ce qui change, comment et pourquoi, de repenser entièrement la notion même de travail, à tous les niveaux.

C'est, ensuite, d'en tirer des enseignements, pour aujourd'hui et pour demain. Un exemple : la notion même d'emploi ne peut plus être vague, purement quantitative. Les emplois changent de nature, se définissent en fonction d'un environnement technique, économique et social lui-même en état d'évolution permanente. En fait, ce sont tous les emplois qui ont besoin d'être redéfinis.

Deux jours ne suffiront pas. Les participants devront réfléchir sur les moyens qu'ils souhaitent se donner pour venir à bout de cette tâche gigantesque mais nécessaire.

C'est la première fois que les hommes ont la possibilité de prendre conscience en temps réel d'une situation aussi extraordinaire qu'un changement de civilisation, d'agir, d'interagir sur l'avenir pour éviter de se laisser dépasser. À eux de savoir en profiter.

(17/2/94)
FROM : c1615@er.uqam.ca
TO : 100325.3043@compuserve.COM
SUBJECT : Colloque de Metz

Daniel,
Ton fax est entré cette nuit. J'aime bien ton manifeste. Ma seule réserve sérieuse survient dès la première ligne : «Pour la première fois dans l'histoire du monde...». Il faudrait ajouter «moderne», car je crois que les plus clairvoyants de nos prédécesseurs ont fort bien saisi (sans le dire toujours explicitement) qu'ils vivaient «un vrai changement de civilisation» : Confucius et les penseurs grecs, du monde magique à celui de la raison pratique; Mahomet, du nomadisme prédateur vers une culture agraire et commerçante ; les Encyclopédistes, d'une société rurale et aristocratique à une société industrielle-commerciale et bourgeoise. D'où ton impression que je prends le problème à l'envers, alors que je cherche simplement dans le passé ce qui peut nous éclairer et nous servir pour l'avenir : «Celui qui ignore l'histoire est condamné à la répéter». Il se peut bien que ceci te devienne plus clair dans la suite de mon livre, en particulier la conclusion.

Ceci dit, voici quelques pistes que je trouve prometteuses pour la thématique plus spécifique du colloque de Metz, celle de l'emploi et du travail :

a) Il faut bien distinguer et peut-être dissocier les notions d'emploi, de travail et de salaire. Les exemples sont fréquents dans l'histoire où certains travaillaient sans salaire, où des emplois rémunérés ne comportaient aucun travail, où la majorité des gens, tout en travaillant souvent très fort, n'avaient rien qui ressemblait à un emploi défini.

b) L'emploi salarié pour tous est une invention de l'ère industrielle; rien ne dit qu'il ne disparaîtra pas avec elle. Il n'existe qu'à peine dans les sociétés pré-industrielles. Il faut donc chercher à voir quelles formes nouvelles (ou anciennes ressuscitées) pourront prendre dans l'avenir immédiat la répartition du travail à faire, l'attribution d'une fonction sociale à chacun et le partage acceptable de la richesse commune, les trois rôles principaux que joue actuellement l'emploi.

c) Les investissements massifs ne sont pas la solution, du moins dans les sociétés déjà industrialisées. En Amérique du Nord, le fait que depuis une décennie et plus les injections de capital éliminent l'emploi (directement ou indirectement) au lieu de le créer est maintenant bien documenté : les entreprises s'en servent pour rationaliser et automatiser, non pour embaucher. Si elles croissent en nombre, c'est aux dépens de rivales du même pays ou d'un autre et le réservoir total des emplois diminue.

Si la corporation pyramidale était la forme naturelle d'organisation de l'ère industrielle, il est de plus en plus clair que le réseau maillé de communication est celle de la société en devenir. Or, le réseau a des caractéristiques bien différentes.

d) L'équation « concurrence = efficacité » est un leurre : il ne peut plus y avoir rivalité réelle dans les secteurs en croissance qu'entre les très grands blocs commerciaux de la triade Amérique/Europe/Extrême-Orient et rien ne prouve qu'à cette échelle, la compétition joue son rôle d'optimisation du marché à l'avantage de l'ensemble de la société, comme le prétend la théorie économique classique. À ce jeu, il semble plutôt que les pays riches s'épuisent, les pauvres sont laissés pour compte et donc tout le monde y perd. Il faut distinguer concurrence et efficacité.

e) Ici, j'emprunte en partie à *Class Action*[3] que je t'ai fait envoyer, en partie à des discussions récentes — notamment à la conférence de Toronto des 1-2 février[4] : Si la corporation pyramidale était la forme naturelle d'organisation de l'ère industrielle, il est de plus en plus clair que le réseau maillé de communication est celle de la société en devenir. Or, le réseau a des caractéristiques bien différentes, dont les principales sont :

1-Il est plat et égalitaire, non hiérarchique et pyramidal.

2-Il est, à sa manière, élitiste : il procède par exclusion-inclusion, non par montée graduelle dans la structure, et il accepte ses membres sur la base de leur compétence, non de leur statut social, de leur effort ou de leur richesse.

3-Son principe moteur est non la concurrence, mais la coopération. En conséquence, son efficacité repose sur la transparence et l'accès global à l'information, non sur la méfiance réciproque et le secret.

4-La participation y est individuelle, non institutionnelle (même là où l'accès est, lui, le fait d'une entreprise ou d'une institution).

Si le réseau doit s'imposer comme principale structure économique, puis politique et sociale, cela provoquera des changements majeurs dans l'ensemble de nos

organisations aussi bien que dans nos façons de vivre et de travailler. *Class Action* en décrit une partie, mais son optique est à la fois trop économique et trop «canadienne»; il faut aller plus loin. Repenser le rôle de l'État, celui du marché, le lien entre utilité sociale et travail rémunéré. Amitiés, Yves.

(20/2/94)
FROM : 100325.3043@compuserve.COM
TO : c1615@er.uqam.ca
SUBJECT : Tribalisation et travail

Yves,
Bravo: la seconde partie de ton message est très exactement le thème central du colloque, pour moi (je l'avais déjà annoncé dans un livre que j'ai publié en 1972 et qui s'intitulait *L'homme électribal*[5] ou la recréation de tribus, et l'appartenance simultanée à plusieurs tribus au niveau planétaire grâce à l'électronique. Tout cela était d'ailleurs inspiré d'un Canadien que je continue de tenir pour l'un des plus grands penseurs de ce siècle, McLuhan).

Il est vrai que la rupture cette fois est en temps réel et (sous certaines réserves) d'envergure planétaire. Mais nos moyens lui sont proportionnés... sans doute autant que l'étaient ceux de nos prédécesseurs pour leurs propres crises; or, ils ont rarement réussi leurs transitions sans de sérieuses perturbations.

Et Guéhenno[6] met bien l'accent sur le réseau et le changement dans la hiérarchie (ou la non-hiérarchie). Mais il faut aller plus loin encore et mieux voir les conséquences (je suis tout aussi d'accord sur la diminution probable du travail salarié). Mais les grands problèmes sont justement là: la période d'adaptation à tout ce nouvel environnement est critique. À quoi sert-il d'avoir de belles idées, d'avoir tout compris—si c'est pour s'effondrer définitivement?

Je ne suis, en revanche, toujours pas d'accord avec toi : la rupture que nous connaissons aujourd'hui est de loin la plus forte que nous ayons jamais connue, ne serait-ce que parce qu'elle est la première qui se produise en temps réel avec des répercussions instantanées sur l'ensemble de la planète. Je ne pense pas que l'on trouve l'équivalent dans l'histoire. Tout au plus quelques intuitions fortes (tu oublies Saint Augustin, qui avait très bien vu arriver le retour à la barbarie) mais pas de conscience réelle de la situation comme nous l'avons, nous—sinon, serions-nous en train d'en discuter électroniquement? Il est 6 heures du matin et je travaille à une sorte de synthèse de la situation pour le colloque car je constate que les esprits français sont particulièrement fermés sur tout ce qui n'est pas leur propre histoire.

Amitiés. Daniel.

(Le même jour)
FROM : c1615@er.uqam.ca
TO : 100325.3043@compuserve.COM
SUBJECT : Crise et vision

Cher Daniel,
Notre désaccord sur l'importance de la crise actuelle est moins important que tu ne le vois: tu l'évalues en termes absolus, moi en termes relatifs. Il est vrai que la rupture cette fois est en temps réel et (sous certaines réserves) d'envergure planétaire. Mais nos moyens lui sont proportionnés... sans doute autant que l'étaient ceux de nos prédécesseurs pour leurs propres crises; or, ils ont rarement réussi leurs transitions sans de sérieuses perturbations.

Je suis moins sûr que toi de l'acuité de notre vision. C'est que l'histoire me donne des raisons d'inquiétude. L'ère industrielle aux XIX[e] et XX[e] siècles a entraîné le travail salarié, les villes géantes, l'auto, l'avion, le gouffre entre Europe et Tiers-monde, toute une chaîne de changements fondamentaux dans la trame même de nos sociétés; or les Encyclopédistes, sans doute les premiers qui l'ont pressentie, ne l'ont vue que comme un prolongement et une rationalisation de leur civilisation agricole. Jusqu'à la veille de la Révolution française, ils n'ont su imaginer l'État de droit que sous la forme monarchique.

Dans une situation comparable (plus grave même, si je dois te croire), la plupart de ce que je lis et entends des prédictions et prévisions de nos penseurs et décideurs est tout aussi linéaire : ils imaginent l'âge de l'information comme une simple projection vers l'avant de celui de l'industrie et cherchent des «correctifs» pour rétablir des situations dont ils ne voient pas qu'elles ont cessé d'exister. Le mythe du «plein emploi» en est le plus bel exemple, celui de la démocratie élective comme formule universelle en est probablement un autre (d'où mon bouquin). Amitiés, Yves.

(20/2/94)
FROM : 100325.3043@compuserve.COM
TO : c1615@er.uqam.ca
SUBJECT : Crise de transition

Yves,
Il est décidément nécessaire, lorsque l'on s'explique, d'aller jusqu'au bout. S'il me semblait que nos «penseurs» contemporains aient compris quoi que ce soit au monde dans lequel nous vivons, le colloque de Metz n'aurait aucun intérêt. Je ne me leurre pas: je suis tout aussi incapable que n'importe qui de prévoir ou d'imaginer le «nouveau monde» que je n'appelle même pas «l'âge de l'information» car je n'en suis pas sûr du tout. Mon seul souci est de faire en sorte que nos responsables comprennent que le «nouveau monde» est en rupture totale avec l'ancien. Un exemple: pour effroyable qu'ait été le passage de l'ère agricole à l'ère industrielle, il y a eu au moins un atout : les emplois supprimés dans l'agriculture

pouvaient être remplacés par des emplois industriels. Je parle au niveau le plus bas, c'est-à-dire du plus grand nombre. Aujourd'hui, il n'y a pas et ne peut y avoir de correspondance quantitative pour une raison simple : le changement en cours est qualitatif. Je crois vraiment que ce qui est en jeu, c'est une évolution en profondeur de la pensée humaine, intimement liée à l'évolution de la perception de l'espace-temps.

Pour le reste, il est impératif d'éveiller les consciences, de comprendre que... nous ne pouvons pas comprendre. L'un de mes projets va consister à proposer une série de séminaires sur «le monde dans lequel nous vivons». Et d'essayer de voir dans quelle mesure nous pouvons trouver des solutions provisoires, locales (Souviens-toi: penser globalement, agir localement) qui doivent nous aider à franchir les vingt ou trente années minimum que doit durer la transition, tout en sachant que les trois grands moments (agricole, industriel, ???) ne se succèdent pas totalement mais se superposent et que là est la véritable origine de la crise.

Finalement, ce qui nous sépare est assez simple : tu cherches, toi, à définir les meilleurs modes de gouvernement. Je pense, moi, qu'avant d'en arriver là, il faut comprendre notre monde. Si nous y parvenons, les solutions devront être déduites de la situation, adaptées à chaque cas particulier (tu vois que je pense aussi que notre «démocratie» n'a pas à être imposée[7]... sept ans d'Amérique Latine m'en avaient convaincu depuis longtemps) et non pas plaquées sur un monde dont nous ignorons tout. Sur ce, je vais regarder avec ma femme la seconde partie d'*Autant en emporte le Vent*. Bon dimanche. Amitiés. Daniel.

(21/2/94)
FROM : c1615@er.uqam.ca
TO : 100325.3043@compuserve.COM
SUBJECT : Approches différentes

Daniel,
Ne soyons pas si impatients. Tu simplifies ma pensée autant que moi la tienne. Je ne prétends en rien «définir les meilleurs modes de gouvernement», seulement montrer (comme l'a fait Montesquieu pour les Lois) que les systèmes politiques ne sont pas des idéaux ou des absolus, mais dépendent des circonstances et, tout particulièrement, des besoins des communautés humaines — bien plus d'ailleurs que de ceux des individus comme le veut la croyance courante. Une Lapalissade peut-être, mais que nous avons si bien oubliée qu'il est essentiel de la reclaironner en toutes lettres.

Au fond, tous deux nous cherchons à éveiller l'opinion à l'idée que la rupture actuelle est vaste et secoue non seulement la surface mais les fondements de notre société. Mais nos approches sont différentes; tu veux que les élites prennent conscience de la situation, je cherche à toucher le grand public (ou la partie qui en est assez éveillée pour prendre la peine d'y réfléchir). Mon effort comporte donc un volet important de vulgarisation et, pour des fins pédagogiques, de référence à l'histoire. Pourquoi? Parce qu'une des premières choses à sauter dans un changement de société est l'équipe des gouvernants et que rien n'est plus difficile que de discerner qui seront les prochains. C'est l'erreur de l'Arche,[8] que j'ai d'ailleurs signalée très fortement à Bernard Savonet : quelle chance a-t-on de convaincre les gouvernants de lancer des actions qui feront passer la société d'une forme qui leur donne le pouvoir à une autre qui les en dépossède ? Dans une culture fondée sur le bien commun, cela serait peut-être possible (l'élite se sacrifiant pour le bien de tous, cela s'est vu, par exemple les Bourgeois de Calais); dans la nôtre, dont le credo principal est que le bien vient de l'affrontement forcené des égoïsmes, faut pas rêver! La meilleure chance me paraît donc d'essayer de parler à tous.

Ceci dit, une « rencontre au sommet » comme celle de Metz est tout à fait valable d'au moins deux manières. Les échanges d'idées entre gens informés, intelligents et d'opinions différentes ne peuvent que nous enrichir et nous éclairer tous, comme cette correspondance m'est d'un précieux secours pour le travail que j'entreprends. Et si le colloque a des répercussions dans les médias et sur le public, il attirera peut-être assez l'attention sur ces thèmes pour faire bouger un peu les choses.

Finalement, ce qui nous sépare est assez simple : tu cherches, toi, à définir les meilleurs modes de gouvernement. Je pense, moi, qu'avant d'en arriver là, il faut comprendre notre monde.

Enfin, la mutation actuelle nous mène-t-elle vers une « société de l'information » ? Je n'en suis pas certain non plus, mais cela me semble l'hypothèse de travail la plus vraisemblable en fonction des faits constatés. Elle peut nous servir en attendant mieux puisque, en tentant de l'étayer, nous pourrons l'infirmer aussi bien que la confirmer; de toute façon, elle nous aidera à mieux « comprendre notre monde ».

Il fait un temps radieux, depuis trois jours pour la première fois cet hiver la température grimpe au-dessus du point de congélation (après des semaines entières à -20° et -30°); je vais faire avec Marie-Josée une longue promenade. Amitiés à Bernadette, Yves.

(21/2/94)
FROM : c1615@er.uqam.ca
TO : 100325.3043@compuserve.COM
SUBJECT : Libre échange

Daniel,
Dans le numéro de janvier de *Pour la Science* (v.f. de *Scientific American*), il y avait un plaidoyer CONTRE le libre échange écrit par un économiste de la Banque mondiale[8]... D'après lui, sur le plan économique, non seulement la « retribalisation » est normale, elle est même indispensable ! Yves.

(23/2/94)
FROM : 100325.3043@compuserve.COM
TO : c1615@er.uqam.ca
SUBJECT : Plus d'emploi ?

Yves,

Bon. Je lirai *Pour la Science*. Mais je me rends compte qu'avoir une vision sur le futur est relativement simple mais ne nous donne pas de grandes indications sur les emplois du futur. Et s'il n'y avait plus d'emplois mais autre chose ? Dans tous les cas, ce qui est certain c'est que pendant encore plusieurs décennies, plusieurs systèmes vont cohabiter, entrer en conflit et qu'il faut plus que jamais « penser globalement, agir localement ».
Amitiés. Daniel.

(25/2/94)
FROM : c1615@er.uqam.ca
TO : 100325.3043@compuserve.COM
SUBJECT : Scientific American

Daniel,
Sur le texte dans *Pour la Science* : j'ai retrouvé l'original dans *Scientific American* ;[9] le contexte est un peu différent. Le magazine avait demandé à deux économistes de faire le pour et le contre dans le dossier «libre échange contre environnement». Bhagwati du GATT donnait l'argument POUR, Daly de la Banque mondiale le CONTRE. Mais alors que le premier s'en tenait strictement à la commande et ne traitait que des liens entre économie et écologie, le second faisait une critique beaucoup plus complète de la thèse du libre-échange (dont il était un partisan, il n'y a pas si longtemps), y compris sous les aspects social et culturel. C'est ce texte que j'ai trouvé dans *Pour la Science*; son argumentation me paraît cependant valide, même hors contexte. Amitiés, Yves.

(27/2/94)
FROM : 100325.3043@compuserve.COM
TO : c1615@er.uqam.ca
SUBJECT : Notes pour Metz

Yves,
Voici des notes dont tu comprendras le pourquoi en les lisant. Amitiés.

Vraiment désolé de la défaite du Canada en finale Olympique mais le match était superbe. Daniel.

Notes préparatoires au Colloque de Metz
Daniel Garric (25 février 1994)

Je voudrais insister ici sur deux points qui me paraissent essentiels et qui sont d'ailleurs intimement liés :
— Définir les objectifs de ces deux journées avec la plus grande précision.
— Bien cadrer le ou les thèmes du colloque de façon à éviter que les interventions ne partent dans tous les sens, et notamment vers une série de plaidoyers *pro domo* et de revendications catégorielles qui n'ont pas leur place dans ces débats.
Attention : il s'agit bien de notes, pas d'un texte construit. D'où leur côté «décousu».
1- OBJECTIFS : pour moi, il est clair que le colloque a un rôle très important à jouer. Plus que jamais, dans un environnement où se multiplient des initiatives officielles et privées qui vont dans toutes les directions sans que l'on puisse leur assigner une idée maîtresse (la «lutte contre le chômage» sortie de son contexte n'en est pas une), il est indispensable que nous parvenions à donner au moins un schéma général d'évolution du monde qui est le nôtre à moyen (5 ans) et long termes (20 ans). Seule une prise de conscience la plus claire possible de cette évolution peut nous conduire à trouver des solutions économiques, sociales, politiques.

Tu simplifies ma pensée autant que moi la tienne. Je ne prétends en rien «définir les meilleurs modes de gouvernement», seulement montrer (comme l'a fait Montesquieu pour les lois) que les systèmes politiques ne sont pas des idéaux ou des absolus, mais dépendent des circonstances et, tout particulièrement, des besoins des communautés humaines—bien plus d'ailleurs que de ceux des individus comme le veut la croyance courante.

Il est nécessaire que le colloque débouche sur une vision positive (si nous ne le pensions pas, d'ailleurs, il n'y aurait pas de colloque), voire sur quelques apports concrets, quelques annonces.

À cet égard, la création d'un organisme (toujours à définir) qui poursuivrait de façon permanente la réflexion et les recherches sur les thèmes du colloque, me paraît capitale : son rôle, en effet, serait d'arriver à faire des propositions concrètes, générales ou ponctuelles, régionales ou nationales à l'intérieur du «cadre d'évolution» sur lequel les participants au colloque se seront mis d'accord, étant bien entendu que ce «cadre» sera lui-même en état d'évolution permanente, au fur et à mesure que s'enrichira la réflexion sur le monde qui vient.

Je propose que toute notre méthodologie repose sur une idée simple mais difficile à bien saisir, largement répandue dans les années 70 et qui me paraît plus actuelle que jamais :

«Penser globalement, agir localement».

2- THÈMES : il y a de nombreuses façons de définir «le monde qui est». Toutes lui associent l'idée de «crise». Celle qui revient le plus fréquemment tient en un seul mot, «mondialisation». C'est là, me semble-t-il, une base de départ solide, à condition de bien définir ce que l'on entend par «mondialisation», de la façon la plus large possible. Voici la définition que je propose :

«La mondialisation est la mise en interaction, en

temps réel, de toutes les activités humaines, sur l'ensemble de la planète».

Cette «mise en interaction» repose évidemment sur les nouvelles technologies de la communication. Elle s'oppose radicalement au «monde qui était», à tous les niveaux. Ce que nous appelons la crise, c'est—à mon avis—le choc en profondeur (économique, intellectuel, matériel) entre ces deux univers. Le phénomène est évidemment très complexe. Je voudrais essayer d'en extraire, rapidement et sans entrer dans les détails (il faudrait un gros livre), quelques composantes qui pourraient servir de base à notre discussion. Cela conduit à rappeler quelques vérités bien connues, des lieux qui peuvent paraître communs et le sont mais sur lesquels il me paraît utile de revenir et d'insister.

— Le **monde qui était** se divise en deux grandes parties.

a- La période dite «agricole». Elle repose—pour moi—sur deux éléments fondamentaux: l'unité de temps et la façon dont l'humanité met en place sa mémoire, la conserve et la transmet. Le temps : les seuls moyens de locomotion sont le cheval, le navire à rames ou à voiles, les jambes de l'homme. Les idées, les biens de consommation, les personnes se déplacent, communiquent à la même vitesse, forcément limitée. Le temps et l'espace sont dans une fonction simple et régulière l'un de l'autre. Pendant des siècles, la communication entre personnes et groupes sociaux est uniforme et orale. La première distorsion, premier facteur d'évolution de la période agricole, est le livre : la mémoire se conserve autrement, peut se déplacer sans le «support humain», elle devient accessible à tous. Le phénomène de «culture de masse» commence. La connaissance circule, dans le temps et dans l'espace.

b- La période dite «industrielle». Elle est bien entendu fruit de l'évolution de la période agricole. La rupture se produit au niveau du temps: avec le moteur, les hommes, les idées, les produits se déplacent désormais à des vitesses de plus en plus différentes. L'électricité (télégraphe, radio) accentue, pour les idées et les informations, la distorsion dans le temps et dans l'espace, entre le temps et l'espace. L'autre phénomène est la production industrielle de masse. Toute notre économie, toute notre politique reposent sur ces deux notions de base qui, bien évidemment, contiennent en germe leur propre évolution. Seuls quelques événements privilégiés peuvent interagir en temps réel. La production industrielle est matérielle. Cette situation exige des frontières rigides, des droits de douane etc... Les idées économiques aussi banales aujourd'hui que «protectionnisme», «libéralisme», etc. sont nées de cet état de choses. Le passage de l'agriculture à l'industrie a été brutal, certes. Mais les emplois de base créés par les usines n'exigeaient pas de qualifications très différentes de ceux de l'agriculture. Ils contraignaient, en revanche, à de fortes migrations vers les lieux de production, lesquels étaient liés à la présence de sources d'énergie (chutes d'eau, houille), de lieux d'arrivée de matières premières et des grands centres de consommation.

— Le **monde qui est**, c'est le choc entre le monde qui était et le monde qui vient, qui est déjà là depuis une trentaine d'années, qui a commencé de basculer pour devenir le facteur prédominant de notre évolution vers 1985. J'ajoute ici deux remarques qui me semblent importantes:

1) La représentation que chaque individu, chaque culture se fait de ces notions de temps et d'espace, de l'organisation du monde est au centre de sa forme de pensée. Elle se reflète dans l'organisation du travail, l'organisation du territoire, la politique etc...

2) Aucune période ne vient jamais abolir l'autre complètement, comme aucune nouvelle forme de communication ne vient jamais supprimer celles qui l'ont précédée. Mais elles se combinent entre elles, se modifient l'une l'autre. Ce monde qui vient prend la période industrielle à contre-courant :

— l'industrie phare a cessé d'être l'industrie du moteur pour devenir celle de la communication et des grands réseaux. Dans cette nouvelle industrie, la partie immatérielle (logiciels, contenus de toutes sortes) prend le pas sur sa composante matérielle.

— Cette industrie de la communication exige certaines qualifications professionnelles et, de plus en plus, d'autres modes de pensée. Le transfert des emplois de l'agriculture vers l'industrie, aussi pénible qu'il ait pu être vécu par les intéressés, demeurait relativement aisé. Le transfert direct des emplois de type industriel classiques vers les emplois du monde qui vient exige une requalification professionnelle, intellectuelle, parfois psychologique. Il est donc souvent très difficile.

— Les emplois industriels étaient, dans leur ensemble, assez peu diversifiés. Ils entraient assez facilement dans des catégories. Les qualifications exigées pouvaient suffire pour toute une vie.

Apparaît ici la mondialisation. Si elle est bien la mise en interaction des activités de l'homme sur l'ensemble de la planète, *a fortiori* sur des espaces bien plus petits, elle conduit, en fait, à une autre définition La mondialisation, c'est le retour au temps uniforme de la période agricole, la fusion brutale, cette fois, entre le temps et l'espace en chaque point du globe, pour les idées et les informations. Désormais, la connaissance est en train de devenir techniquement accessible à tous, partout, en temps réel uniforme. Le corollaire évident, c'est qu'aucune activité ne peut plus se développer en autarcie, que les frontières physiques n'ont plus de signification économique réelle, que les notions absolues de «protectionnisme», de «libéralisme» n'ont plus cours, que les systèmes de fiscalisation sur les produits et les hommes doivent être repensés, que l'aménagement du territoire ne peut plus dépendre uniquement, comme jadis, des moyens naturels ou physiques de communication (la communication électronique n'est pas linéaire comme un cours d'eau, une route ou une voie

de chemin de fer, mais concentrique. Un satellite «arrose» une région, les câbles, de toute nature, se vascularisent bien plus aisément qu'un réseau routier). Du coup, puisque la matière première (la connaissance) n'est plus localisée, que l'outil de travail peut tenir dans une serviette, il devient possible de choisir son lieu de vie, son lieu de travail. Dans tout cela, surgit une notion de «liberté» technique à laquelle nous ne sommes pas habitués. La liberté se gère, par des choix économiques et politiques, exige une plus grande conscience du monde, une plus grande connaissance des possibilités. Et, par là, une plus grande connaissance tout court.

En vrac :

Vers 1950, on imaginait un avenir gris, uniforme. C'est l'inverse qui est en train de se produire: la «personnalisation» de toutes les productions, depuis l'automobile jusqu'au logiciel de gestion d'une entreprise en passant par une «visite des Pyramides» etc... Je pense que dans cette diversification se trouve la source de nouveaux emplois, d'emplois bien plus créatifs. Peut-être, aussi, faut-il prendre en compte un autre élément : l'emploi du futur—et déjà du présent—est intimement lié à la fois aux outils et aux modes de travail. Un exemple: l'existence de réseaux de communication personnels et/ou professionnels, d'accès aux banques de données mondiales ouvre la voie à de nouveaux types d'emplois dont certains existent déjà parce qu'il est possible de travailler de façon «horizontale» (en réseaux) et non plus seulement selon la hiérarchie type de la période industrielle, qui était verticale ou encore arborescente. C'est là tout un schéma de pensée qui se met en place et qui doit s'étendre à toute l'organisation de l'entreprise et de la société.

Il est remarquable que tout cet univers nouveau ne peut plus être le fait d'une seule entreprise, aussi puissante soit-elle, ni même d'un seul pays. L'Amérique a pu se développer, construire ses chemins de fer—par exemple—au XIXe, seule dans son coin. Aujourd'hui, impossible. Pour les «autoroutes électroniques», son système de télévision etc... non seulement les groupes les plus importants doivent-ils s'allier mais, même ainsi, ils doivent composer avec le reste du globe pour se mettre d'accord sur des normes, des définitions d'images etc... À tel point que le libéralisme absolu est devenu un mythe (autre forme de la mondialisation).

Le **monde qui vient** me paraît, de ce point de vue, très riche, composé à la fois de grands groupes internationaux et de petites entreprises artisanales, créatrices, insérées dans les grands réseaux.

— Cette façon un peu idyllique de voir le monde qui vient n'est là que pour mieux souligner les disparités du monde qui est. Nous en arrivons à un étonnant paradoxe: plus une entreprise utilise la technologie moderne, plus elle progresse et plus elle supprime d'emplois. Ce thème doit être l'un des temps les plus forts de la réflexion. Nous devons, par exemple, poser la question: est-ce inéluctable, ou bien cette situation est-elle due au fait que nous utilisons toujours mal la technologie, que nous concevons le monde qui vient comme une simple continuation du monde qui est ? Il est bien d'autres façons de poser ces questions.

Ou encore, cet exemple simple de la mondialisation mal vécue: le conflit, en France, des marins pêcheurs qui ne disposent d'aucun système d'information sur les cours au moins régionaux des poissons. Leurs collègues britanniques, eux, bénéficient d'une sorte de bourse des cours du poisson. Ils savent, lorsqu'ils partent, quelles sont les espèces qu'ils ont intérêt à pêcher. Attention: ceci n'est pas LA cause mais une cause parmi d'autres.

Pour conclure, je voudrais tout de même souligner ce qui me paraît l'élément essentiel de la mondialisation, celui qui marque le mieux la rupture. Jadis, les événements étaient connus sur des cycles de temps différents. Le fait, aujourd'hui, que tous les événements, les plus importants comme les plus insignifiants, voyagent sur des cycles de temps identiques, entraîne deux conséquences :

1) En ricochant les uns sur les autres, des événements que rien n'aurait jadis rapprochés se conjuguent pour donner un ou des «faits» entièrement nouveaux, qui exigent des réactions en temps réel. Les responsables, à tous les niveaux, ne savent pas réagir, ne possèdent pas les éléments d'information nécessaires à une réponse.
2) Nous ne savons ou ne pouvons toujours pas distinguer nettement ce qui est important de ce qui ne l'est pas. Là encore, cela engendre des réponses de mauvaise qualité.

Toutes ces questions, disparates, mal posées, mal pensées peut-être, pourraient servir de base à une discussion de groupe avant la réunion du colloque, discussion qui pourrait s'achever par un texte dont les grandes lignes serviraient ensuite à la rédaction de la charte. D'autant plus que manquent ici tous les prolongements sociologiques, économiques, psychologiques.

(27/2/94)
FROM : c1615@er.uqam.ca
TO : 100325.3043@compuserve.COM
SUBJECT : Global ou local

Daniel,

Merci pour ton texte. Intéressant, il permet de mieux saisir le rapport que tu fais entre la crise actuelle et l'effet du «temps réel». Mais il est clair que cette modification dans l'utilisation de l'espace-temps est intimement liée aux phénomènes d'information et de communication, si bien qu'on peut parler de façon presque interchangeable de cette évolution comme d'un mouvement vers une «société de l'information». Mon ami Yves de Jocas, auteur d'une théorie formelle (non anthropocentrique) de la connaissance,[10] me jure qu'il est possible de démontrer que seule une ère de l'information peut succéder logiquement à une ère industrielle, à moins de cataclysmes imprévisibles.

Le lien que tu sembles chercher entre cette situation

et l'idée du «Penser globalement, agir localement» me paraît assez simple: la surpuissance et le télescopage des actions humaines obligent à en envisager systématiquement les effets planétaires (Bucky Fuller l'avait bien pressenti). En même temps, dans son état naturel, l'homme demeure un animal grégaire qui ne se sent à l'aise pour agir qu'encadré dans une communauté de dimensions assez restreintes — en passant, note qu'au Moyen-âge, le symbole de cette communauté, le clocher de village, était en même temps l'horloge qui en rythmait le temps.

Cette façon un peu idyllique de voir le monde qui vient n'est là que pour mieux souligner les disparités du monde qui est. Nous en arrivons à un étonnant paradoxe: plus une entreprise utilise la technologie moderne, plus elle progresse et plus elle supprime d'emplois. Ce thème doit être l'un des temps les plus forts de la réflexion. Nous devons, par exemple, poser la question: est-ce inéluctable, ou bien cette situation est-elle due au fait que nous utilisons toujours mal la technologie, que nous concevons le monde qui vient comme une simple continuation du monde qui est?

C'est là une des prémisses implicites de mon livre, et une raison majeure à mon avis de l'échec de plus en plus patent de l'humanisme libéral né du 18e siècle: «tous les hommes sont frères» demeure une vue de l'esprit dont le problème des immigrants en France, celui des autochtones ici, la Bosnie et l'Afrique du Sud montrent qu'elle est encore bien loin de s'incarner dans les réalités quotidiennes. La «mondialisation» n'est perçue positivement que par un nombre limité de gens et par des entreprises qui y trouvent leur profit en se fichant pas mal des conséquences sur la société — le texte de Daly dans *Pour la Science* me semble éclairant là-dessus.

Je te laisse, je réfléchis un jour ou deux sur ton texte et je t'en donne des nouvelles. Amitiés, Yves.

(6/3/94)
FROM : c1615@er.uqam.ca
TO : 100325.3043@compuserve.COM
SUBJECT : Mise en ordre

Daniel,
La réflexion sur tes notes m'aura pris plus que le jour ou deux prévus, à la fois parce que j'ai dû me concentrer sur des questions de basses finances et que le caractère touffu de ton texte m'a imposé de mettre sérieusement de l'ordre dans mes propres idées. Voici donc les pistes que cela me suggère, en même temps qu'une tentative d'organisation des thèmes.

1) Les caractéristiques prévisibles du monde qui vient :
   a) Simultanéité/instantanéité des actions et des communications.
   b) Prépondérance des produits intellectuels.
   c) Organisation en réseaux plats fondés sur la coopération plutôt que la compétition.
   d) Travail individuel et discontinu (par contrats à effet limité plutôt qu'emplois durables).
   e) Réduction du rôle des frontières et des entités nationales.
2) Les problèmes de la transition :
   a) Décalage majeur entre les niveaux d'évolution selon les continents, les pays et même les régions.
   b) «Mondialisation» à sens unique au profit des entreprises du monde industrialisé, aux dépens des communautés humaines et du Tiers-monde.
   c) Caducité des structures et des doctrines politiques courantes, incapacité des dirigeants de faire face à la crise.
   d) Effets destructeurs d'une concurrence sauvage qui a perdu son utilité comme mécanisme d'optimisation des échanges.
   e) Réduction inévitable de l'emploi traditionnel, d'où nécessité d'assurer la survie des sans-revenu pendant la transition.
   f) Sursauts de violence dans les régions et les couches sociales laissées pour compte.
3) Formules à mettre à l'essai à court terme:
   a) Mettre sur pied des «réseaux d'échange du travail» fondés sur la coopération et sur les nouveaux modes de production intellectuelle (voir *Class Action*).
   b) Ajuster à l'intention de ces «nouveaux travailleurs» les règles de l'assurance-chômage, de l'accès au crédit et à la propriété, de la répartition des charges sociales.
   c) Combiner un revenu minimum garanti pour les vrais sans-emploi avec une activité (volontaire ou contractuelle?) qui leur redonne un rôle social reconnu et valorisant.
   d) Établir un réseau d'échange d'informations et de réflexions à l'échelle du continent et de la planète, sans en exclure les penseurs et décideurs du Sud.
   e) Organiser des séminaires ou sessions d'information sur le changement de société et ses impacts pour les décideurs et les penseurs au niveau local autant que national.
   f) Vulgariser les effets de ces réflexions à l'intention d'un grand public désorienté et trompé par les refrains désuets sur la «création d'emplois», la «lutte au chômage», les «investissements pour sortir de la crise», etc.
4) Voies vers des solutions à moyen et à long terme :
   a) *Penser globalement:* Étudier les décalages entre con-

tinents, cultures et régions dans la perception et l'utilisation de l'espace-temps, pour tenter d'en réduire les effets nocifs.

b) Mettre un frein à la tendance d'internationalisation débridée des échanges commerciaux (le GATT — voir Herman Daly) pour la remplacer par un ensemble de règles qui tiennent compte des nécessités et des fragilités locales.

c) *Agir localement* : revaloriser le rôle des communautés locales et régionales, pour leur redonner les moyens, le goût d'agir.

d) Redéfinir le rôle de l'État et repenser sa structure et sa philosophie d'action en fonction des nouveaux paramètres du temps réel, de l'interdépendance, de la technicité.

Je n'ai pas cherché ici l'originalité, mais plutôt la simplicité ; j'ai même inclus des idées avec lesquelles je suis loin d'être sûr que je suis d'accord, pour éviter d'oublier des pistes importantes. En revanche, je me suis abstenu de reprendre plusieurs de tes propres réflexions, pour ne pas être redondant. Fais-en ce que bon te semble. Amitiés, Yves.

NOTES

1 *La démocratie cul de sac*, L'Étincelle.
2 Pour sauvegarder la santé mentale de nos lecteurs, ils ont été rétablis ici.
3 Les 9-10 mai 1994 à Metz en Lorraine, sur l'*Avenir de l'emploi*
4 *Class Action*, Dian Cohen et Guy Stanley, Robert Davies Publishing, 1993
5 *Powering Up North America*, conférence organisée par la CATA et l'ITAC
6 Jean-Marie Guéhenno, *La Fin de la démocratie*, 1993
7 L'Arche, groupe français de réflexion, source d'un manifeste sur les impacts technologiques (1993), dont l'informaticien et journaliste B. Savonet est l'un des animateurs.
8 Herman E. Daly, *Les dangers du libre échange*, *Pour la Science*, janvier 1994
9 Novembre 1993, p. 50
10 À paraître aux Éditions Logiques, 1994

CITÉ LIBRE RENCONTRE ALAIN GOURD

Les fonctions publiques dans un monde en mutation

ALAIN CLAVET

CITÉ LIBRE : *L'environnement au sein duquel doivent désormais évoluer les fonctions publiques exerce de fortes pressions vers une constante réduction des rôles et interventions de l'État. La mondialisation des marchés, la diminution des ressources financières et la prédominance de la pensée économique néo-libérale en sont trois composantes majeures. N'y a-t-il en effet que le moins d'État qui puisse s'avérer une avenue judicieuse, ou ne serait-il pas préférable, comme le propose Hervé Sérieyx, gourou du management public en France, de s'orienter vers un mieux d'État?*



Président de CANCOM (Canadian Satellite Communications Inc.), M. Gourd était secrétaire associé au Bureau du Conseil privé au moment de l'entretien qu'il a accordé, l'automne dernier, à Alain Clavet. Ce dernier a été coordonnateur des enseignements à l'École nationale d'administration publique avant de se joindre à la fonction publique fédérale.

ALAIN GOURD : La question du rôle de l'État dans une société moderne n'est pas tranchée. Il semble effectivement qu'on ait atteint les limites d'une philosophie du moins d'État, et qu'il faille désormais adopter une approche axée vers le mieux d'État. Ceci vaut particulièrement pour le gouvernement du Canada, dont les interventions sont traditionnellement associées au pouvoir de dépenser et aux mécanismes de la péréquation.

Mais l'État demeure un grand paquebot et il est difficile de lui faire prendre un virage brutal, comme d'aucuns l'ont essayé avec un succès relatif au cours des dernières années. Un réajustement du mécanisme d'intervention du gouvernement fédéral dans la société canadienne est sans doute requis, mais il doit être graduel et fondé sur la conviction qu'une intervention reste possible et souhaitable.

Par conséquent, il faut s'éloigner du lieu commun selon lequel le gouvernement doit faire plus avec moins. Il s'agirait plutôt de faire moins avec moins, mais de le faire mieux et de le faire différemment.

Donnons quelques exemples. En matière culturelle, des sommes considérables ont été investies au cours des dernières années dans la dotation de très nombreuses petites communautés en équipements locaux. Le gouvernement fédéral a financé tantôt des centres culturels, tantôt des musées ou des petits orchestres, laissant par ailleurs généralement aux provinces les coûts d'opération. On assista ainsi à un double phénomène : la dispersion des argents fédéraux et une distorsion des priorités provinciales, les gouvernements des provinces devant sans cesse faire face aux demandes de fonds de leurs communautés aux fins de l'exploitation de l'infrastructure financée par le palier fédéral. À mon avis, le gouvernement canadien devrait subventionner un nombre plus restreint d'équipements mais améliorer le financement des institutions culturelles nationales, telle la Société Radio-Canada.

De plus, faire moins avec moins mais le faire mieux et différemment suppose que la qualité de l'appareil de l'État est essentielle au mieux-être social et au progrès économique.

Par exemple, on retrouve au Pérou un taux d'alphabétisation extrêmement élevé, un grand nombre de diplômés et des ressources fantastiques. Mais la qualité de la gestion gouvernementale ayant fait cruellement défaut, ce pays a d'énormes difficultés à croître. On pourrait également mentionner l'Argentine, qui fut, jusqu'à Juan Perón, l'un des pays les plus développés du monde. La gestion désastreuse d'un seul dirigeant lui fit perdre en quelques années tout le terrain gagné précédemment.

Il m'apparaît donc essentiel de reconnaître la légitimité du rôle de l'État, qu'il s'agisse du gouvernement fédéral, de ceux des provinces ou des administrations municipales ou parapubliques. D'ailleurs, dans plusieurs domaines, seul l'État est en mesure de livrer un service adéquat aux citoyens.

Une fois posées la légitimité et la nécessité de l'administration publique, il nous faut constater l'importance toute particulière du gouvernement du Canada et de sa fonction publique en tant que l'institution nationale qui dessert l'ensemble de la population canadienne, de la terre de Baffin à la péninsule du Niagara et de l'île de Vancouver jusqu'à l'extrême est de Terre-Neuve et du Labrador. Voilà une institution enracinée, dotée d'une réelle capacité d'agir. Peut-être n'en n'avons-nous pas encore pleinement exploité les possibilités .

CITÉ LIBRE : *Dans le contexte de ressources financières de plus en plus réduites, comment est-il possible d'assurer la prestation des services essentiels aux citoyens? Autrement dit, comment mieux gérer?*

ALAIN GOURD : La diminution des ressources ne fait aucun doute et elle exerce bien sûr des pressions sur le pouvoir de dépenser, l'instrument d'intervention jusqu'ici privilégié. C'est pourquoi, comme l'a mentionné l'Honorable Marcel Massé dans son discours à l'Alliance de la fonction publique le 12 septembre dernier, je crois qu'il importe de procéder à une révision fondamentale des secteurs qui requièrent l'intervention du gouvernement fédéral et des priorités que celui-ci doit mettre de l'avant pour chacun d'eux.

Mon exemple sur les infrastructures culturelles illustre la possibilité d'utiliser différemment et efficacement le pouvoir de dépenser du gouvernement fédéral. Autre cas, le domaine des transports. Le gouvernement canadien pourrait ici mettre l'accent sur la formation de partenariats avec les provinces et les municipalités et viser principalement à développer les infrastructures stratégiques pour le mouvement entre régions, provinces ou pays.

En plus de cette réorientation de nos modes traditionnels d'intervention, on pourrait continuer de miser sur des approches complémentaires aux modes financiers. Par exemple, la législation représente un outil qui peut s'avérer extrêmement efficace sans nécessairement comporter des coûts élevés pour le trésor public. À titre d'illustration, la récente Loi sur les télécommunications, qui a entre autres permis l'émergence d'une juridiction fédérale s'étendant à l'ensemble des régions du pays, mettant ainsi fin à la balkanisation réglementaire qui caractérisait jusqu'alors le secteur canadien des télécommunications. Il s'agit là d'un pas en avant considérable, les réseaux modernes de communications couvrant nécessairement de grands ensembles. La législation n'entraîne aucun coût additionnel pour l'État canadien ni pour les provinces, tout en favorisant le développement d'une autoroute électronique pan-canadienne et de nombreux réseaux complémentaires.

Pourquoi ne pas intégrer en un seul lieu les différents services d'information ou autres relatifs à l'assurance-chômage, l'assistance sociale, la formation, etc..., de telle sorte que les citoyens n'aient pas à traverser une ville quatre fois afin d'obtenir des renseignements sur les services du gouvernement qui leur sont destinés?

Le recours aux tribunaux constitue un autre mode d'intervention. Bien qu'il importe de ne pas en abuser, son emploi s'est souvent révélé fort utile. Songeons encore une fois au domaine des télécommunications. Après de nombreuses années de discussions fédérales-provinciales infructueuses, on a eu recours aux tribunaux afin de préciser la juridiction devant s'exercer dans ce secteur. Les tribunaux ont tranché en faveur de l'État fédéral et facilité l'adoption d'un cadre politique et réglementaire qui corresponde véritablement à la nature et à l'évolution du domaine des télécommunications. De tels recours ont également démontré leur efficacité en matière d'environnement et de radiodiffusion, secteurs qui, comme celui des télécommunications, sont par

nature insensibles aux frontières provinciales.

Bref, de façon générale, je dirais que la pénurie de ressources devrait plus que jamais conduire à cibler davantage les interventions gouvernementales et à en diversifier les modes.

CITÉ LIBRE : *On accuse souvent les fonctions publiques de froideur et de normalisation excessive. Quelle approche de gestion pourrait permettre une plus grande adéquation entre le service offert et le besoin du citoyen ?*

ALAIN GOURD : À cet égard, d'aucuns pourraient croire que l'approche plus ciblée à laquelle je fais référence, en mettant de côté celle préconisant une multitude d'interventions très locales, risque d'élargir le fossé entre l'État et le citoyen.

Le risque existe, en effet. Mais n'oublions pas que le pouvoir de dépenser des gouvernements ne se limite pas au financement des infrastructures, et que de toute façon, ce sont surtout des groupes et non des individus qui sont visés par ces interventions. Une foule de services gouvernementaux s'adressent encore uniquement et directement à la personne. Je pense, entre autres, au domaine de l'emploi, aux allocations familiales, à l'aide à l'artiste, etc... À mon sens, il est essentiel que ces interventions étatiques demeurent.

On pourrait également multiplier, grâce à la technologie, de nouveaux modes de services aux citoyens, notamment en matière d'information. Ayant déjà occupé le poste de sous-ministre des Communications, je suis porté à croire que rien n'empêcherait l'État fédéral, par exemple, de créer des réseaux de guichets d'information, qu'une carte d'assurance sociale suffirait à activer, et auxquels le citoyen pourrait obtenir une multitude de renseignements sur le fonctionnement du gouvernement et les services qu'il offre.

Il serait même possible d'envisager l'utilisation de véhicules électroniques déjà existants, comme les terminaux bancaires, lesquels pourraient afficher une touche gouvernement et fournir facilement, dans la langue officielle désirée, diverses informations ayant trait aux opérations gouvernementales. Bien sûr, le recours à des moyens électroniques ne remplace pas le contact de personne à personne, mais il peut se révéler un mécanisme complémentaire satisfaisant.

Dans tous les cas, le gouvernement devrait, en matière de livraison de services, viser d'abord à assurer la qualité du service offert, et notamment sa convivialité. Par conséquent, il est très important que les organisations revoient leur territorialité en faveur d'une optimisation du service aux citoyens.

Prenons l'exemple d'un citoyen qui désire obtenir des renseignements ayant trait au domaine des arts. À cet égard, il me semble qu'il serait préférable que des organismes comme Téléfilm et l'Office national du film soient, dans une ville donnée, situés côte à côte. Ainsi, nos concitoyens résidant à Paris tireraient certainement avantage d'un système de guichet unique en matière de services culturels, lequel n'affecterait d'aucune façon l'indépendance respective de chacun des organismes touchés.

On peut appliquer un raisonnement similaire dans le domaine des services sociaux. Pourquoi ne pas intégrer en un seul lieu les différents services d'information ou autres relatifs à l'assurance-chômage, l'assistance sociale, la formation, etc..., de telle sorte que les citoyens n'aient pas à traverser une ville quatre fois afin d'obtenir des renseignements sur les services du gouvernement qui leur sont destinés ? On pourrait même considérer la possibilité d'un partenariat avec les provinces, lesquelles sont aussi soumises à des contraintes financières et doivent rechercher, comme le font présentement le Nouveau-Brunswick, l'Alberta et le Québec, à maximiser la qualité des services, non pas à les réduire.

CITÉ LIBRE : *Le politicologue Gérard Bergeron a fait état, dans sa célèbre thèse de doctorat* Le fonctionnement de l'État, *des interactions entre les quatre pouvoirs que sont les pouvoirs législatif, judiciaire, exécutif et administratif.*

Au cours des dernières années, nous avons assisté à des cas d'accusations publiques de fonctionnaires par des ministres, notamment dans le cadre d'affaires ayant trait à l'immigration. Quelles doivent être, selon vous, les limites de l'imputabilité des fonctionnaires ?

Ce désir d'assurer que tous aient accès à un minimum convenable de services, et non seulement les citoyens les mieux situés, les plus riches ou les plus puissants, représente un attribut tout à fait typique du système canadien.

ALAIN GOURD : En théorie politique, le ministre est imputable de tout. Mais la réalité nous invite à nuancer ce principe. Par exemple, si l'on songe à des formules de partenariats avec le secteur privé, les provinces ou les municipalités, dans quelle mesure un ministre peut-il être tenu responsable d'un problème très localisé et qui met en cause une multitude d'intervenants de différents paliers gouvernementaux ou secteurs ? Je crois qu'on doit maintenir l'imputabilité fondamentale du ministre face à la Chambre, mais lorsqu'il y a partenariat, il faut la compléter par des protocoles d'entente adéquats, qui précisent le régime d'imputabilité et les responsabilités de chaque partenaire.

En ce qui a trait à l'imputabilité des fonctionnaires, précisons d'emblée qu'il ne peut s'agir ici d'imputabilité politique, qui est véritablement l'apanage des ministres. Cependant, en matière de langues officielles, par exemple, j'ai pu constater que ce sont les hauts fonctionnaires qui expliquent au Comité conjoint de la Chambre et du Sénat les insuffisances et les forces des ministères quant au bilinguisme des personnes et services dans une région donnée du pays. Et je pense que cela est légitime: le ministre détermine les orientations de politique et la

fonction publique s'assure d'atteindre les objectifs ainsi fixés par le ministre.

Je me rappelle également le cas de monsieur Joe Clark et de madame Flora MacDonald, qui avaient été priés de s'expliquer devant les tribunaux suite à une décision fautive d'un fonctionnaire d'un haut-commissariat en Inde, l'un et l'autre ayant été Secrétaire d'État aux Affaires extérieures au moment de l'affaire. Nous pourrions juger qu'ils ne pouvaient pas être tenus responsables, dans la mesure où ils ne pouvaient être responsables de toute décision, de tous les employés, de toutes les ambassades, etc...

En fait, je crois qu'il s'agit d'une question de bon sens. L'imputabilité politique fondamentale qu'est celle du ministre n'élimine pas par ailleurs la responsabilité des fonctionnaires quant à la gestion quotidienne des affaires publiques. Dans cette perspective, il importe que les fonctionnaires et les ministres s'appuient et se respectent mutuellement.

CITÉ LIBRE : *La Fonction publique du Canada s'est édifiée sur la base d'un certain nombre de valeurs: le principe du mérite, la neutralité politique, la continuité, l'anonymat et la loyauté. Dans le contexte des bouleversements que nous connaissons, croyez-vous que ces valeurs doivent demeurer l'armature de l'appareil étatique?*

ALAIN GOURD : Le respect mutuel entre fonctionnaires et ministres que je viens tout juste de mentionner, doit, à mon avis, s'enraciner dans ces valeurs propres à notre système parlementaire démocratique. Cependant, il peut exister diverses façons de les réaliser.

Ainsi, il est tout à fait possible de chercher à ce que la fonction publique reflète plus adéquatement les différentes composantes de la population—hommes, femmes, autochtones, etc...—sans remettre en cause le principe du mérite. Si l'on s'assure que chaque poste à combler fait l'objet d'un nombre approprié de candidats et qu'il est largement annoncé, la loi des moyennes devrait alors jouer en faveur d'une amélioration de la représentativité, et il devient alors inutile d'intervenir lors des étapes ultérieures du processus.

J'ai déjà abordé le principe de la neutralité politique. Pour moi, elle est essentielle; elle assure une stabilité et une expertise nécessaires à l'efficacité de la fonction publique. Ceci ne signifie pas qu'un nouveau gouvernement ne puisse légitimement procéder à une certaine rotation de ses cadres; il est important de veiller à ce que les partenariats entre les ministres et sous-ministres soient les meilleurs possibles. Mais cela veut dire que les fonctionnaires n'entrent pas dans l'arène politique, tout en demeurant fonctionnaires, et qu'ils peuvent ainsi servir dans la continuité et la loyauté le gouvernement choisi par les citoyens.

Notre système est à cet égard extrêmement souple. Il permet à la fois la continuité—contrairement aux États-Unis, où les trois mille plus hauts fonctionnaires du pays sont remerciés de leurs services à chaque changement de gouvernement—et la flexibilité, puisqu'il y a toujours chaque année une certaine rotation des cadres qui permet au Premier ministre de mettre de l'avant ses priorités, ses choix, ses valeurs, et de favoriser les meilleurs partenariats possibles.

CITÉ LIBRE : *Le cynisme envers les institutions et les acteurs publics se répand à un rythme alarmant. Il risque de diluer la solidarité nécessaire entre les divers éléments de la société et d'affaiblir ainsi le tissu social. Comment confronter cette crise morale et rétablir la confiance des citoyens à l'endroit de leurs institutions publiques?*

Les effets conjugués de la Charte canadienne des droits et libertés et de la structure à deux paliers de notre système fédéral—il existe au moins deux systèmes judiciaires, de lois, de services policiers—contribuent en effet à créer au Canada un espace de liberté tout à fait exceptionnel.

ALAIN GOURD : Le cynisme des populations m'apparaît s'adresser particulièrement au gouvernement fédéral. À mon sens, deux approches mériteraient d'être examinées à ce niveau.

L'une d'entre elles, déjà indiquée par le gouvernement élu en octobre dernier, touche les questions d'éthique publique. Les citoyens croient fréquemment que les nominations, les activités des démarcheurs, les octrois de contrats, etc... sont tout aussi partiaux qu'incompétents. Souvent, tout est affaire de perception, mais celle-ci contribue néanmoins à endommager la crédibilité des institutions fédérales et suscite chez ces citoyens un sentiment d'identification encore plus grand à l'endroit de leur gouvernement provincial, par exemple.

Autre élément de crédibilité: la gestion de nos institutions. Je reviens ici à ma conviction qu'il faut revoir la mission de l'État fédéral afin de cibler davantage les interventions, et ne pas donner ainsi l'impression de dispersion et d'inefficacité.

L'État fédéral doit donc travailler à ces deux niveaux: d'un côté, l'éthique publique et de l'autre, la compétence, la qualité de la gestion, la productivité et l'efficacité.

En terminant, j'aimerais aborder certaines valeurs autres que celles liées directement à l'administration publique; je veux parler des valeurs propres au fédéralisme. Des élections, peut-être même un référendum, auront lieu prochainement au Québec. Le fédéralisme et son argumentaire seront entendus s'ils s'enracinent dans la totalité des acquis du régime fédéral. Il est clair que chaque partie du Canada retire des avantages économiques à être membre du tout canadien. Mais il y a beaucoup plus, et sans minimiser l'importance de la dimension économique, je crois qu'une certaine compréhension du progrès social, plus particulièrement une préoccupation première quant au bien-être des personnes,

constitue une caractéristique fondamentale du Canada.

Songeons à l'importance accordée à l'égalisation des services, c'est-à-dire, à la conviction qu'un ensemble de services de communications, hospitaliers, sociaux, etc... doit être disponible partout au pays, même dans les parties les plus reculées du territoire, comme dans mon Abitibi natale. Ce désir d'assurer que tous aient accès à un minimum convenable de services, et non seulement les citoyens les mieux situés, les plus riches ou les plus puissants, représente un attribut tout à fait typique du système canadien.

De même, la valeur de liberté est au coeur de la culture politique canadienne. Les effets conjugués de la Charte canadienne des droits et libertés et de la structure à deux paliers de notre système fédéral — il existe au moins deux systèmes judiciaires, de lois, de services policiers — contribuent en effet à créer au Canada un espace de liberté tout à fait exceptionnel.

Valeur aussi de flexibilité, qui s'incarne principalement dans la livraison de services adaptée aux caractéristiques géographiques, linguistiques et sociales de la population canadienne.

Enfin, le fédéralisme canadien a toujours été animé d'un esprit d'ouverture sur le monde. Les activités de Lester B. Pearson en sont bien sûr une illustration majeure. Mais cette dimension internationale fait véritablement partie des traditions canadiennes. Elles puisent à plusieurs sources d'influence — le Commonwealth et le parlementarisme britannique autant que les traditions française et américaine — et constituent désormais une richesse inestimable pour notre pays.

ARTS

Le festival de l'art pour l'art

PAQUERETTE VILLENEUVE

À chaque printemps, le Festival international du film sur l'art de Montréal permet aux amateurs de culture de se délecter pendant une semaine entière aux propos, images ou oeuvres d'architectes, de peintres, de musiciens, d'écrivains, de chorégraphes, de sculpteurs venus des quatre coins de la planète. Rarement sont-ils conviés à pareille fête !

Le FIFA, créé et animé depuis 12 ans par René Rozon, proposait généreusement cette année 122 films. Outre l'énergie transmise par cette multitude de contacts avec des créateurs (j'ai vu 85 films !), il est fascinant de constater ce qui surnage, au-delà du plaisir pris ou non sur l'instant.

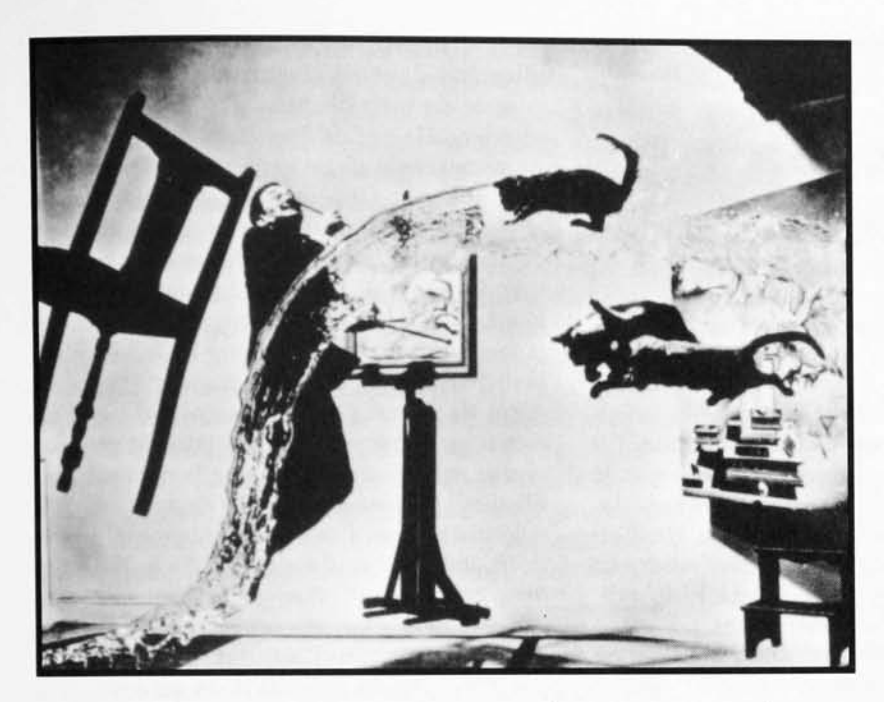
En premier lieu, *Le cabinet du Docteur Ramirez*, écrit et réalisé par Peter Sellars, le jeune iconoclaste américain dont les mises en scène d'opéra ont suscité d'épiques controverses. Sujet : dans une Amérique en pleine récession, le report sur les personnes de son quotidien des cauchemars, paniques affectives, délires d'un jeune agent de change new-yorkais devenu schizophrène. La beauté un peu molle, féminine du héros renforce l'effet de souffrance venue de son cinéma intérieur, d'où la frontière entre sensation et réalité a disparu, mettant en péril ceux sur lesquels il se projette. Ce long métrage sur la folie s'est révélé comme la seule *absolue* oeuvre d'imagination du Festival. Le film était présenté hors compétition.

Le Prix spécial du jury est allé à Otto Kelmer pour *La collection secrète de Salvador Dali*. Le Maître disparu, quelques disciples se disputent l'honneur d'en être les descendants spirituels. Ils sont quatre : un noble collectionneur autrichien, le gardien de son château, un habitant du village et une très warholienne Muse. La visite à la collection secrète, tournée «comme si vous y étiez», est si vraisemblable qu'elle a sans peine endormi les soupçons des trois connaisseurs, chacun à sa façon, qui étions ce jour-là assis côte à côte. Nous n'avons jamais tant ri qu'en voyant le générique avec les noms des acteurs, noble autrichien compris, apparaître à l'écran. Dali dupant par-delà le tombeau, ses mânes ont dû en frémir de joie !

Quelques références parmi de multiples plaisirs

Dans *Bauhaus in America*, Judith Pearlman utilise avec pertinence (et non pour étirer la sauce comme dans *Degenerate Art*) des documents d'actualité remontant aux années 1920 en Allemagne, à Dassau près de Berlin où quelques artistes à peine sortis des horreurs de la Première Guerre mondiale, mettent en commun leur talent pour imaginer des solutions aux besoins nouveaux. Coeur de cet atelier multi-disciplinaire, dit Bauhaus, l'architecte Walter Gropius, auquel succédera Mies van der Röhe peu avant l'interdiction sans recours par les Nazis dès leur arrivée au pouvoir en 1933, et l'exode vers l'Amérique. Gropius, soucieux d'un rapport entre l'architecture et le climat social ; Mies van der Röhe, soucieux de relever le défi technologique et esthétique. Cette dernière tendance sera la favorite des entrepreneurs, qui en reprendront les victoires pour les aménager à moindre frais à leur profit. Leur enfant bâtard a fait depuis le tour du monde, pulvérisant sans vergogne le coeur de tant de vieilles cités. Ce qui explique pourquoi la réalisatrice a pleuré à la projection de *The city of my heart*, où le Suédois Anders Wahlgren, évoque avec tristesse l'âme de sa ville natale, Stockholm, dispersée par les bulldozers.

The Gould variations. Dès son plus jeune âge, Gould étudie le piano pour en tirer ce qu'il croit percevoir derrière les notes accu-



d'esthètes? Point du tout: il y a de gros chèques à la clé. Un «scandale» reconstitué de main de maître! *Cinéma turc: anatomie d'une mort annoncée.* On peut y lire la lettre officielle américaine menaçant de représailles le gouvernement turc si la diffusion massive des films américains au détriment, comme d'habitude, de la production nationale, est tant soit peu entravée. Rock Demers eût aimé! *Le quatuor des possibles*, sur la dernière oeuvre, inachevée, du grand compositeur italien Luigi Nono, dont les membres du quatuor Argitti en répétition nous dévoilent toute la complexité. *Les 7 péchés capitaux.* Filmée en gros plans, Teresa Stratas, avec ses lèvres frémissantes et fragiles d'où s'échappe le chant du rossignol au service des passions les plus troubles. *Citizen Barnes, un rêve américain.* Portrait d'un self-made-man qui sut faire partager son amour des merveilleux Cézanne, Renoir, Matisse, achetés bien en avance sur les snobs de son temps, et que l'on affubla de l'étiquette d'«original» parce qu'il croyait entre autres à l'éducation des Noirs.

mulées par les compositeurs. Un hommage à l'artiste et non à l'exploit. *Black River**, opéra contemporain australien sur l'éternelle violence provoquée par le choc des cultures. Un sujet courageux, une adaptation efficace, des images qui restent. *Opera Session** filme Josef Bednarik pendant la progression de sa mise en scène des *Contes d'Hoffmann* à l'Opéra national de Slovaquie.

Dali dupant par-delà le tombeau, ses mânes ont dû en frémir de joie!

Un petit bonhomme rondouillard, aux réflexes vifs, manipulant notes, voix et gens pour aboutir à un résultat de toute beauté. Dommage que les sous-titres, succincts, gomment du piquant du personnage. La caméra de Michel Follin nous permet d'accompagner le compositeur *György Ligeti** dans ses souvenirs. Un homme dont les événements n'ont entamé ni la douceur ni l'humour. *Essyad musicien.** Le Tunisien Mustapha Nashaoui filme pour sa part le retour aux sources d'un compositeur contemporain marocain dont les tensions s'expriment avec calme et sérénité. *The Nicholas Brothers.* Ces deux magiciens de la claquette utilisés par Hollywood en tant que «numéros» ont poussé leur art à des limites qui auraient essoufflé même le grand Fred Astaire.

Dans *Degottex, peintre*, la réalisatrice Michelle Porte témoigne d'une sensibilité attentive envers l'oeuvre de l'artiste. Le sujet lui laissait plus de place que *La maison de Jean-Pierre Raynaud*,* dont le héros fait table rase de tout ce qui n'est pas son énigmatique ambition. *The two Belles.* Disputes autour de deux versions de la Belle Ferronnière attribuées à De Vinci; celle du Louvre et celle achetée par un collectionneur américain. Querelle

Louise Bourgeois. À 80 ans, ce sculpteur née en France et établie à New York depuis un demi-siècle a gardé bon oeil et... bonnes dents! Le tempérament inquiet et excessif de qui n'a pas le temps de vieillir. *Money man*, un artiste vous offre de payer avec un billet de banque qu'il a lui-même dessiné et signé. *Que faites-vous?* Réflexion savoureuse sur les valeurs de convention et les avatars que quelques questions pernicieuses peuvent leur faire subir. *Les enfants illégitimes d'Anton Webern.* Gideon Kremer absorbé dans son écoute de l'oeuvre qu'il va interpréter dans quelques minutes. Un beau flash sur l'art de faire le vide pour atteindre l'indispensable concentration.

Quelques mauvais choix, *Genêt*, où s'étale avec complaisance le biographe de l'auteur, et autre champion de la complaisance, Tony Kuscher, dramaturge de *Angels on Broadway*. Il reste encore à citer *Currents 93: dress codes*, film moyen sur un sujet explosif, la symbolique sexuelle du vêtement, ainsi que, dans *Haïti, le dernier voyage de Malraux*, le bref arrêt à l'île de Gorée, d'où partaient les Noirs vers la honte et l'esclavage. Mais le *Richard Serra: work comes out of work*, négligé l'an dernier par un jury conservateur à son habitude, ne m'est pas sorti de l'esprit. Rarement réalisateur et producteur auront-ils traité avec autant de respect l'oeuvre d'un artiste. La caméra suit Serra partout, depuis la forge d'où sortent des masses métalliques gardant la radiance du feu jusqu'à la lande islandaise battue par le vent où il pose ses traces comme les anciens Celtes leurs menhirs, repères pour l'homme entre la terre et le ciel.

La collection secrète de Salvador Dali, Otto Kelmer. Photo: Philippe Halsman

*NDLR.—Les films primés par les divers jurys sont indiqués par *.*

LETTRES

Et Dieu créa l'amour

Marie Desjardins

Parce que j'ai lu, tout dernièrement, les vies d'Élisabeth Nietzsche, de George Sand et de Françoise Dolto, j'ai songé à leur consacrer cette chronique. Qu'y aurais-je écrit? Certainement, je me serais laissée aller à quelques spéculations d'ordre biographique et je me serais attardée sur la question des étranges rapports d'Élisabeth et de son célèbre frère, aisément comparables à ceux d'une tarentule à sa proie. Cette Élisabeth, autoritaire, excessive, envahissante, avait d'elle-même une incroyable estime, se jugeait supérieure, élue, à l'instar, d'ailleurs, de son propre frère Friedrich—peut-être que là-dessus, tout bien réfléchi, avait-il été influencé par elle. Je crois qu'au fond, malgré son immense orgueil, et son aplomb à tout casser, Élisabeth ne s'aimait pas, et que, dans les volutes de son inconscient, se logeait son secret, son indicible désir : que son frère, à défaut d'elle-même, l'aimât follement, inconditionnellement, exclusivement. N'était-il pas la seule personne qui lui ressemblait vraiment, et qui l'avait voulue à son image? Impossible, bien sûr, à cause, nous rappelle Françoise Dolto, de l'interdit de l'inceste. Et puis de toute façon, s'acharner à s'aimer entre frère et soeur, dans la société, ça ne mène pas loin, ou trop loin.

Ainsi Élisabeth investissait ailleurs la frénétique énergie de ces élans illégitimes et fondait en 1886, de concert avec le personnage archi-nationaliste dont elle fit son mari, une colonie aryenne au Paraguay, dans d'inimaginables conditions. Comme son frère, en effet, elle était intellectuellement fertile et possédait l'art de la rhétorique; ainsi, bientôt rompue à l'art, cette fois, du lavage de cerveau, elle parvint à convaincre quatorze familles allemandes, misérables, affamées, du danger de l'envahisseur juif en Allemagne, et les amena à s'embarquer sur un sale bateau en direction de la terre promise, c'est-à-dire de l'enfer, soit un coin de jungle brûlant, boueux et grouillant de parasites, où la colonie mit deux ans à s'effriter. Aujourd'hui, quelques descendants de cette navrante aventure pataugent encore dans ce coin perdu du monde que le journaliste et biographe d'Élisabeth, Ben Macintyre, aura peut-être élevé, parce qu'il s'y est rendu, au triste rang de site touristique exotique nazi.

Bien. Sauf que ce n'est pas dans cet ouvrage idéologique que se trouve la véritable biographie d'Élisabeth Nietzsche. La vie de cette femme — de cette méprisable folle si l'on veut—ne saurait se réduire, en effet, à cet exploit antisémite, que Macintyre, en vrai journaliste, exploite à fond pour ramener une fois de plus sur le tapis —et sournoisement—la question du racisme allemand dont on commence à avoir soupé, comme de bien d'autres choses d'ailleurs. À moins que la clef de l'amélioration de l'homme ne se trouve dans ce genre de dénonciations posthumes et fangeuses... La biographie, en effet, commence au moment même (et bien avant, préciserait Dolto) du premier contact avec les mains de l'humain qui vous tire vers la lumière, l'air, les autres, que vous rejoignez, par la force des choses, par la force de la vie. Élisabeth Nietzsche, bébé sanguinolent arraché au corps de sa mère par les mains habiles d'un médecin, d'une sage-femme, aussitôt prise en charge par une infirmière, une bonne, par qui? Élisabeth Nietzsche petite fille de deux ans, déjà volontaire, à qui l'on impose du jour au lendemain un petit être dont on lui dit qu'il est son frère, et contre qui, avec qui, par qui, elle grandira. Au fil des ans, elle apprendra que cet être qui est toute sa vie ne doit pas l'être. Telles sont les règles du jeu humain, telles sont les règles de la vie qui passe.

Nietzsche mourut fou, étroitement surveillé par sa mère et sa soeur. Élisabeth mourut vieille, vénérée par Hitler et Mussolini, muse—fabriquée, comme tout l'est —de la secte nazie qu'elle sut choyer mieux que l'enfant qu'elle ne mit jamais au monde. De toute façon, cela n'aurait pu être. Ne s'était-elle pas épuisée, dès son enfance, à materner un petit garçon qu'elle n'avait pas enfanté, à se soumettre, femme qu'elle était, à son autorité, comme une mère vénère un fils qui la dépasse? Elle avait de l'amour à donner, Élisabeth, comme tout le monde; elle le donna comme elle put, et à qui elle put, c'est-à-dire au premier venu. Si en plus d'être psychanalyste, Françoise Dolto avait été biographe (ce qui du reste est proche parent), elle nous aurait écrit une vie assez intéressante de la soeur du philosophe le plus cité de ce XXe siècle qui s'achève.

Baudelaire, par exemple, en voulait à mort à George Sand d'être, contrairement à lui, décoincée; lui en voulait d'être capable d'aimer, de jouir, tout simplement.

Et qu'aurais-je écrit, justement, à propos de Françoise Dolto? Que la biographie que le psychanalyste Jean-François de Sauverzac lui a consacrée, technique, savante, incontestablement intéressante et nourrissante, devrait être lue par beaucoup beaucoup de gens qui oublient, dans l'accomplissement frénétique de leur vie, que tout commence au début. Que toute Histoire, société, politique, est d'abord famille, contact avec l'autre, avec soi. Que chercher la réponse dans l'avenir est vain. Hitler, Einstein, George Sand, Brigitte Bardot, Bill Clinton? Des bébés, d'abord, dans les bras de leur

mère, ou laissés à eux-mêmes, dans leur berceau, par terre, sur l'herbe en plein soleil, dans le noir, au monde.

Joseph Barry a compris cela, lui. C'est pourquoi sa biographie de George Sand—publiée en 1976 et toujours d'actualité—peut être ainsi nommée. Ceux que Sand intéresse la connaîtront fort convenablement au sortir de cet ouvrage dense et plein de détails sur cette femme dont l'Histoire a retenu bien plus les amours célèbres que les ouvrages. Barry sait cela aussi puisque son ouvrage est justement sous-titré *George Sand ou le scandale de la liberté.* En effet, on est bien loin, encore aujourd'hui, de trouver acceptable, naturel, normal, évident, que les femmes usent de leur corps comme elles le veulent. Baudelaire, par exemple, en voulait à mort à George Sand d'être, contrairement à lui, décoincée; lui en voulait d'être capable d'aimer, de jouir, tout simplement. «...Elle n'a jamais été artiste, écrivait-il à son sujet. Que quelques hommes, ajoutait-il, aient pu s'amouracher de cette latrine, c'est bien la preuve de l'abaissement des hommes de ce siècle». Je ne connaissais pas Baudelaire jusqu'à ce que Stephen Schecter — chers lecteurs et chères lectrices vous le connaissez bien —me fasse découvrir le poème intitulé *Une charogne*, que j'avais trouvé dégoûtant et magnifique. Je n'avais également cessé d'entendre dire que *Les Fleurs du mal* étaient un chef-d'oeuvre. J'en ai lu de brefs passages—et c'est vrai que c'est bon—avant de lire dans cette biographie de Barry ce que Baudelaire pensait de George Sand. L'auteur d'*Une Charogne* est peut-être le plus grand poète du XIXe siècle, mais maintenant que je sais de quels mots il était capable pour décrire une contemporaine à lui, écrivain comme lui, il a pris congé de l'estime que j'avais commencé à lui vouer. George Sand une «latrine» : comme c'est fin, subtil, intelligent. Comme cela fait avancer la cause de l'amour des hommes. Moi j'admire George Sand car, justement, elle a su aimer, traverser ses peines d'amour sans jamais sombrer dans l'amertume, le ressentiment, voire la haine. Égoïsme? Insoutenable légèreté de son être? Qu'en sais-je? Elle a vécu. Félicitations. Vivre, en effet, n'est pas évident pour tout le monde. Voir Baudelaire.

J'ai toutefois renoncé à écrire cette chronique sur les femmes au moment où j'ai lu *Le Sagouin*, de François Mauriac. Ce roman, parfaitement construit, cette oeuvre d'art, ce témoignage de la connaissance de l'homme par le coeur éclipsait en effet ce que j'avais pu lire ces derniers temps. L'histoire de ce petit garçon issu de l'unique et mauvaise relation sexuelle de ses parents unis par intérêt m'a touchée plus que des tonnes de mots que j'ai avalés depuis bien longtemps. Petit garçon laid, à l'image de son père, et par conséquent détesté par sa mère, rejeté, humilié, écrasé, torturé, forcé à la mort. Dans l'univers de Mauriac, les petits garçons connaissent souvent ce sort cruel. Sous leur laide enveloppe, que leur mère trouve hideuse, leur coeur, affamé d'amour, bat cependant entre la vie et la mort. Comme dans *Le Sagouin* il leur arrive, un jour, de rencontrer un être sur qui ils peuvent déverser un peu du trop-plein d'amour qu'ils ne peuvent offrir à personne, puisque personne ne les accueille. Un instant, alors, l'espoir, la joie, la vie, enfin. Un instant seulement, puisque chez Mauriac, souvent, la mort a le dessus. La cruauté des hommes, dans son oeuvre, en effet, est terrible, féroce, envahissante, omnipotente, bien que l'amour filtre et baigne l'horreur de sa lumière. J'ai lu *Le Sagouin* d'une traite, absolument fascinée par le talent de Mauriac, par son écriture épurée, quasi parfaite—juste les mots qu'il faut, impeccablement réunis et qui battent au rythme harmonieux de leur propre marche—et, surtout, par ce que contient cette écriture, cet écrin: une leçon, une très grande leçon de vie, et d'amour.

Sauf que les visions de Claudel et de Mauriac s'opposent fondamentalement, et c'est cela l'important: pour le premier, la faute c'est faire le mal (entendons commettre le péché de la chair et autres du même genre), pour le second, la faute c'est de ne pas faire le bien (entendons accueillir, aimer, quelqu'un qui a besoin de vous).

De nos jours moins, mais il y a quelques années encore, dans les milieux où l'on analyse la littérature, dire son intérêt pour Mauriac était reçu avec un sourire très en coin. Mieux valait, si l'on goûtait les écrivains catholiques, affirmer préférer Claudel à Mauriac, ce Claudel, plus hermétique, plus abstrus, et par conséquent moins mièvre— même si cela est loin d'être vrai. Mais si on lit pour apprendre, pour être nourri de quelque façon, il faut s'en tenir à la matière, quelle que soit la façon dont elle se présente. Certes *L'annonce faite à Marie*, savante incantation, paraît géniale en comparaison du petit *Sagouin*, histoire très facile à comprendre d'un petit malheureux. Sauf que les visions de Claudel et de Mauriac s'opposent fondamentalement, et c'est cela l'important : pour le premier, la faute c'est faire le mal (entendons commettre le péché de la chair et autres du même genre), pour le second, la faute c'est de ne pas faire le bien (entendons accueillir, aimer, quelqu'un qui a besoin de vous). Ça peut avoir l'air naïf, simplet, enfantin, gnangnan, mais je préfère le second dont je recommande fortement de relire ou de lire l'oeuvre, ne serait-ce que pour les mots et les phrases magnifiques dont elle est bâtie. C'est moins gênant, sans doute, d'être reconnu dans le métro ou ailleurs lisant *La Nausée* plutôt que *L'agneau* parce que le nom de Sartre, plutôt que de Mauriac, est inscrit dessus, mais c'est assurément moins enrichissant. Même Serge Gainsbourg, au vingt-huitième scotch, écrivant en une seule nuit «Je t'aime moi non plus», l'esprit envahi du corps de Brigitte Bardot, aurait approuvé. Et Dieu créa la femme. ✐

Barry, Joseph, *George Sand ou le scandale de la liberté*, Paris, Seuil, 1977, 567 p.

Macintyre, Ben, *Elisabeth Nietzsche ou la folie aryenne*.

Mauriac, François, *Le Sagouin*, Paris, Plon, 1951, 158 p.

De Sauverzac, Jean-François, Françoise Dolto. *Itinéraire d'une psychanalyste*, Paris, Aubier, 1993, 403 p.

LETTRES

Voltaire ressuscité sonnant la charge

MARC CHEVRIER

«Entre un jésuite récemment ordonné, un jeune marxiste, un officier d'état-major, un énarque et un MBA fraîchement émoulus, il n'y a pas de différence notable». Voilà, en une phrase, ce que John Saul, dans son récent essai publié avec grand bruit, *Les bâtards de Voltaire, la dictature de la raison en Occident*, s'est employé à démontrer. Dans cette oeuvre déroutante par le ton et par la méthode, on ne trouvera ni une somme philosophique, ni une thèse appuyée de preuves accablantes. *Les bâtards de Voltaire* est une mise en accusation de nos élites contemporaines. John Saul tire à boulets rouges dans toutes les directions; il n'épargne à peu près personne. Dès les premières pages, le lecteur sent que c'est l'indignation, voire la révolte, qui sont le ressort de l'oeuvre. John Saul se défend bien de faire de la philosophie. Pour un moraliste comme lui, il ne suffit pas de disserter sur notre époque, il faut la juger et la démasquer, comme Voltaire le fit pour la sienne.

Si la raison s'est abâtardie, selon Saul, c'est que nos élites en Occident l'ont réduite à un savoir-faire technique et ont adhéré en aveugles à l'idée que la solution à tous les maux de la société passe par l'application de méthodes de gestion. Ces élites, peu importe qu'elles prêchent Marx ou Freedman, ont érigé la raison en culte. Or, ce culte, s'il ne se double d'une réflexion éthique et philosophique, capable d'humanisme et de sensibilité, s'il n'est tempéré par le bon sens et la connaissance de l'histoire, dégénère en religion du pouvoir. S'instaure alors le règne de la structure et du pouvoir abstrait. Les élites, enfermées dans la logique de leur système, qui sépare raison et morale, compétence et conscience, pouvoir et responsabilité, se coupent de la réalité. Se croyant détentrices de la vérité sans avoir à rendre de comptes, elles imposent à la société leurs solutions, qui s'avèrent souvent néfastes.

Si Voltaire ressuscitait, il rencontrerait dans notre époque les mêmes causes de scandale que celles qui affligèrent l'Âge de raison. Il s'apercevrait que des légions de technocrates ont remplacé les monarques et les courtisans d'antan et que l'humanité, croyant s'être libérée du carcan de la religion révélée, est tombée sous l'emprise du mythe du savoir rationnel. L'élite qui domine l'Occident prend deux visages : celui du technocrate et celui du héros. Ces deux parangons de la raison en sont en fait les Tartuffe. Tout pénétrés qu'ils sont de la perfectibilité de l'être humain, la société est pour eux l'instrument de leur savoir et de leurs passions. Le premier est persuadé de pouvoir amener la société à la perfection par une réorganisation schématique des activités humaines; le deuxième, se donnant en exemple de cette perfection, règne sur les coeurs et les esprits par la force de sa personnalité.

L'institution de la technocratie remonterait à l'Inquisition ; puis, à l'instigation d'Ignace de Loyola, elle devint une méthode de réformation des âmes et, enfin, avec le concours du cardinal de Richelieu, elle se maria avec l'État, pour se propager ensuite dans tout l'Occident. Aujourd'hui, l'élite technocratique est présente dans toutes les sphères de la société; elle a ses écoles, ses lettres de noblesse, ses rites, ses palais. On la reconnaît par son esprit de caste, et au surplus, par quelques traits caractéristiques. Elle éprouve une grande difficulté — pour ne pas dire une répugnance — à s'accommoder du processus démocratique. Elle fuit les assemblées et la lumière de la discussion publique. La discrétion, les coulisses, les relations avec les amis du système sont son domaine. D'où l'importance qu'elle attache au secret, auquel elle croit devoir son pouvoir et son efficacité. Obnubilée par l'idée que la raison est tout, elle est incapable de faire le moindre lien avec le bon sens et la morale. Enfin, faute de s'y intéresser ou de les connaître, elle ignore les leçons de l'histoire et répète allégrement les erreurs de ses prédécesseurs.

John Saul se défend bien de faire de la philosophie. Pour un moraliste comme lui, il ne suffit pas de disserter sur notre époque, il faut la juger et démasquer, comme Voltaire le fit pour la sienne, les tout-puissants.

Les portraits que Saul peint du technocrate moderne montrent un individu rongé par l'ambition, à la fois fin manipulateur et complice servile des pouvoirs établis, amoral et parfois sans scrupules. Il voit dans Robert McNamara, qui a été secrétaire à la défense sous Kennedy et Johnson, puis président de la Banque mondiale, la parfaite incarnation de l'homme de raison dans son «flamboyant déclin». Cet homme aurait, aux dires de Saul, orchestré le commerce mondial de l'armement et l'endettement des pays du Tiers Monde. Si Henry Kissinger est pour lui le Metternich de la raison du XXe siècle, il radoucit à peine le ton pour Michael Pitfield, greffier du Conseil privé de 1974 à 1982, qu'il accuse d'avoir fait perdre à la fonction publique fédérale son efficacité et de l'avoir éloigné du public.

Napoléon Bonaparte personnifia le premier héros

moderne. Il aurait compris «que le pouvoir conféré par des méthodes efficaces et une argumentation rationnelle était beaucoup plus absolu que tout ce qu'avait pu connaître la monarchie». Si Napoléon fut le précurseur de l'héroïsme moderne, Hitler en fut le continuateur, qui a porté à son comble d'absurdité la dégénérescence de la raison. Dans nos sociétés démocratiques, vouées au bonheur et à l'orgasme individuels, les stars ont pris le relais des héros, et grâce aux ressources de la télécommunication, elles gouvernent par la manipulation de l'image.

John Saul accuse la classe managériale de tenir un double langage: dans la sphère publique, elle se fait le chantre de l'austérité pour les gouvernements et de la liberté pour les entreprises; dans la sphère du travail, elle se protège de la concurrence par le salariat et l'organisation.

Les ravages causés par les bâtards de la raison ne se comptent plus. Le domaine où la décadence de la raison s'illustre le mieux est l'armement. John Saul défend deux thèses audacieuses. La première, que les bureaucrates sont les responsables de la militarisation de nos économies. Dans leurs officines feutrées, à l'abri du contrôle de l'opinion publique et des vérifications comptables, ils se comportent comme de véritables trafiquants d'armes, dont ils promeuvent et conçoivent le commerce et la production comme s'il ne s'agissait que d'une banale denrée. La deuxième, que les officiers d'état-major qui menèrent les deux Grandes Guerres étaient incompétents. Ils crurent à tort que le succès militaire était affaire de plans et de structures, alors que l'art militaire réside dans la souplesse, la rapidité et la capacité de réagir à l'imprévu. En un mot, des généraux compétents et sensés auraient tenté d'éviter l'hécatombe.

La mythomanie de la raison a aussi englouti la sphère de la politique. John Saul s'alarme devant le constat que la démocratie est tombée entre les mains de conseillers, de bureaucrates non élus et que le processus administratif est en voie de supplanter le processus démocratique. Ce qui lui fait écrire: «La plus grande menace pour la démocratie n'est pas l'émergence d'un Napoléon, mais notre incapacité de limiter la fonction des administrateurs à la seule administration.» Nos lois et nos constitutions sont devenues de pures abstractions, que les élites interprètent à leur guise; et les assemblées, exclues du vrai pouvoir, languissent d'ennui. L'idée du contrat social lui paraît dangereuse; les élites technocratiques seraient les premières à détourner ce contrat dans leur propre intérêt.

Les barons de l'économie subissent également la charge du chevalier John Saul. Sa thèse est que le capitalisme moderne, dominé par une classe managériale assoiffée de profits spéculatifs, s'est dissocié des moyens de production à tel point qu'il n'a plus aucun rapport avec la réalité de l'économie. Il pourfend l'idée que les services puissent être le moteur de la croissance économique qui, estime-t-il, requiert une base industrielle florissante, susceptible d'engendrer une véritable valeur ajoutée. À vrai dire, la croissance repose aujourd'hui sur une inflation d'illusions. Les entreprises s'endettent, on les rachète et les dépèce en morceaux, il se transige des dizaines de milliers de milliards de dollars sur les marchés financiers sans que la richesse réelle de la société n'avance d'un iota. Pendant ce temps, le manager moderne, ce bourgeois gentilhomme du XX[e] siècle, encaisse tranquillement les profits. John Saul accuse la classe managériale de tenir un double langage : dans la sphère publique, elle se fait chantre de l'austérité pour les gouvernements et de la liberté pour les entreprises; dans la sphère du travail, elle se protège de la concurrence par le salariat et l'organisation. Homme de système, qui ne jure que par l'organisation, le manager «confond son profit personnel avec celui de la compagnie, et la prospérité des actionnaires avec la sienne».

Les gouvernements croulent-ils sous le poids des dettes? Peu en chaut à John Saul, qui se rit des solutions avancées par la classe managériale qui, bien qu'elle n'attache aucune valeur morale à la spéculation, voit dans la dette publique une calamité. Saul prétend que la meilleure façon de la liquider, c'est tout simplement de ne pas l'honorer. L'histoire démontrerait qu'à chaque fois qu'une société s'est refusée au remboursement de sa dette, elle ne s'en est que mieux portée. Par ailleurs, s'il faut juguler l'inflation, il est désastreux de continuer la politique de la valse des taux d'intérêt, qui ne s'attaque pas à la source du problème. C'est la spéculation, non la croissance, qu'il faut mater.

Le réquisitoire de John Saul contre le travestissement de la raison en Occident s'accompagne d'une réflexion sur la fragmentation du langage, qui est le symptôme, selon lui, du déclin de la communication. Les langages spécialisés que se fabriquent les «mercenaires de la compétence» mettent un frein à la communication. Les élites, si elles étaient raisonnables, encourageraient les flux d'informations, ce qu'elles se gardent bien de faire, préférant la rétention et l'amphigouri. Les médias ne contribuent guère plus à sortir la communication de son pétrin. Plutôt que de stimuler l'invention, la discussion et la circulation des idées, ils encombrent la scène publique d'images idolâtres, rabaissent le langage ou le banalisent et, loin d'élever l'individu à la chose publique, ils flattent en lui l'hédonisme et le souci de soi.

La littérature, qui a longtemps été le lieu de l'insoumission et la vitalité du langage, n'a pas échappé à cette tendance. Elle est devenue l'apanage d'une multitude de spécialistes de la création, qui ont décrété que le formalisme et l'hermétisme en forment la meilleure expres-

sion. Ils ont canonisé Proust et Joyce, alors que selon Saul, Dickens et Hugo furent les vrais grands maîtres, qui surent être les témoins fidèles de leur époque. Quant aux professionnels de la création — les écrivains — s'ils atteignent les masses, on leur reproche de verser dans la facilité; s'ils donnent dans la littérature au troisième degré, les chapelles se mettent aussitôt à les encenser. Il ne faudrait pas s'étonner que notre époque produise peu de bons romanciers; l'écrivain d'aujourd'hui connaît tout de la littérature, rien de la société.

À coup sûr, *Les bâtards de Voltaire* offre au lecteur une belle partie de jeu de quilles dans le monde des idées reçues. Cependant, les thèses qu'y développe l'auteur ne sont pas toutes nouvelles; la raison a eu maille à partir avec plus d'un Don Quichotte de l'esprit. C'est plutôt la variété des domaines d'activités étudiés par Saul qui rend l'ouvrage intéressant. John Saul a su mettre dans la balance l'économie, le politique, la logistique et la littérature, et montrer que l'héritage des Lumières s'y est perdu. C'est un essai qui a de la fougue, du cran et de la perspective et qui ne manquera pas de déranger les mesdames et messieurs Jourdain de notre époque. Certes, l'ouvrage comporte quelques défauts: il y a des longueurs, des outrances, des zigzags, des répétitions; et les preuves ne sont pas toujours proportionnées à la gravité des accusations. De plus, l'auteur, qui excelle dans l'ironie et la fronde, aurait gagné à développer sur les solutions concrètes de rechange. Il en propose quelques-unes — par exemple, congédier en masse les officiers d'état-major et réglementer sévèrement la spéculation — mais c'est peu.

Le réquisitoire de John Saul contre le travestissement de la raison en Occident s'accompagne d'une réflexion sur la fragmentation du langage, qui est le symptôme, selon lui, du déclin de la communication.

L'auteur termine son réquisitoire par une louange des vertus du doute. En bout de piste, il propose un ambitieux programme, qui consiste à changer notre civilisation. En voici les voies: rétablir la division entre politique et administration; renoncer au culte du Héros; élargir le champ du savoir; mettre un terme à l'alliance entre la barbarie et la technocratie; dénoncer l'intérêt personnel, le pouvoir arbitraire, le cynisme et la rhétorique. Vaste, n'est-ce pas? L'ancien cadre de Pétro-Canada devenu chevalier errant, fier d'avoir jeté sa grosse brique dans la mare du gargarisme managérial, y trouvera sûrement matière à duel et à tournoi. ✐

John Saul, *Les bâtards de Voltaire, la dictature de la raison en Occident*, Éditions Payot & Rivages, Paris, 1993.

LETTRES

Les Bâtisseuses de la Cité

DANIELLE MILLER

Il ne manquait plus que ça! À peine avons-nous commencé à comprendre *les* enjeux *des* théories féministes, voilà que nous arrive le post-féminisme. Ainsi, pour une société qui se préoccupe de cerner les diverses tendances des mouvements féminins, il m'a semblé pertinent de mentionner la parution du recueil *Les Bâtisseuses de la Cité* (ne me demandez surtout pas de le classer dans un des camps idéologiques ci-dessus). Cet ouvrage, qui fait partie des *Cahiers scientifiques* de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS), regroupe les actes de la Section féministe du congrès de 1992. Les textes tentent de reconstruire et d'étudier les rôles qu'a joué la femme à Montréal. Recueil des actes d'un colloque, cet ouvrage fait néanmoins preuve d'une variété thématique intéressante ainsi que d'une grande maturité envers différents points de vue idéologiques. De plus, malgré certaines faiblesses il nous aide à mieux comprendre le présent.

Refusant de se cantonner dans le domaine politique/historique, ce recueil souligne le rôle de la femme en philosophie, en musique, en architecture, en lettres et dans les beaux arts.

Les Bâtisseuses de la Cité se distingue par la diversité des disciplines abordées et par le dialogue entre les sujets. Refusant de se cantonner dans le domaine politique/historique, ce recueil souligne le rôle de la femme en philosophie, en musique, en architecture, en lettres et dans les beaux arts. Loin de se limiter à une période historique, les textes couvrent les 350 années de la croissance de notre ville. La cinquième et dernière partie du recueil s'adresse toutefois aux problèmes socio-économiques auxquels doit faire face la femme d'aujourd'hui. Outre leur diversité, l'intérêt de ces textes demeure la facilité de leur lecture.

L'hystérie cliché qui est censée avoir marqué certains discours féministes des années 1960 et 1970 est absente de ces communications. Aucune défense acharnée de notions ténues comme l'«imagination féminine» dans *Les Bâtisseuses de la Cité*. Lorsqu'on y parle d'une pensée féministe, comme le fait Louise Marcil-Lacoste dans *La critique féministe de la raison philosophique*, c'est pour

remettre en question certains paradigmes de logique et de rationalité que nous prenons pour acquis. La philosophie dite féministe ne serait pas en elle-même une méthode de pensée mais plutôt un outil conceptuel pour nous aider à comprendre et à repenser certaines notions dominantes. Une citation de Marie-Thérèse Lefebvre dans son essai «Existe-t-il une musique féministe?» illustrera un point de vue courant dans les textes traitant des arts: «Le langage musical d'une œuvre ne peut se substituer à un discours verbal. La musique, tout comme les anges, n'a pas de sexe. Par contre, un ou une artiste peut, pour démontrer une forme d'engagement, situer son geste créateur dans un contexte donné.» (p.239) Ainsi l'art serait un espace neutre qui ne devient sexué qu'à travers l'interprétation qu'en font l'artiste et le critique. Les essais nous aident alors à comprendre et apprécier le présent.

Les textes les plus passionnants ne sont pas ceux qui revendiquent la supériorité d'une approche féministe quelconque mais ceux qui retracent l'histoire de l'engagement de la femme dans la ville

Les textes les plus passionnants ne sont pas ceux qui revendiquent la supériorité d'une approche féministe quelconque mais ceux qui retracent l'histoire de l'engagement de la femme dans la ville. Dans *Journaliste au masculin*, par exemple, Andrée Lévesque décrit la carrière d'Eva Circé-Côté qui, sous le nom-de-plume Julien Saint-Michel, signe des articles dans *Le Monde Ouvrier* en 1916. Bien qu'elle ait dû cacher son identité, mais peut-être aussi à cause de ce fait, elle a pu revendiquer de meilleures conditions de travail pour les hommes et les femmes. Un autre essai fort intéressant est intitulé *Les infirmières de la Métropolitaine au service des Montréalaises*. Denyse Baillargeon y décrit l'initiative de la compagnie d'assurance-vie Métropolitaine pour réduire la mortalité frappant sa clientèle ouvrière: en 1914 elle institua le programme des infirmières visiteuses, dont les visites pré- et post-natales auprès des femmes enceintes fut un des services les plus populaires.

La diversité des thèmes et des collaboratrices qui fait l'intérêt de ce recueil en constitue toutefois aussi une faiblesse. Les préoccupations divergentes des collaboratrices entraîne une inégalité dans la qualité des textes. Par exemple, dans sa communication *Elles, dans la ville* sur les femmes écrivains montréalaises, Lori Saint-Martin commet un impair monumental. «Les voix que j'ai retenues sont celles de Québécoises de souche», affirme-t-elle. «Les voix migrantes qui se font de plus en plus entendre, d'autres que moi auront charge de vous en parler», ajoute-t-elle. Puis elle enchaîne en citant l'œuvre de Gabrielle Roy — une Manitobaine! (p. 319). Ailleurs, dans *Le Leadership féminin dans les associations privées de charité protestantes au XIXe siècle à Montréal*, en comparant la mobilité sociale et la débrouillardise promues dans les orphelinats masculins au conservatisme et au respect de la hiérarchie sociale promus dans ceux des femmes, Janice Harvey montre que les orphelines furent élevées pour assumer des postes de domestiques tandis que les garçons, eux, pouvaient aspirer à devenir entrepreneurs. Elle conclut néanmoins que l'approche personnelle et conservatrice féminine demeurait «plus humanitaire et plus pratique.»! (p.77) J'éprouve de la difficulté à saisir la logique de ce raisonnement.

En général, *Les Bâtisseuses de la Cité* demeure un recueil digne d'être lu, surtout par ceux qu'intéresse l'histoire sociale de la ville de Montréal. Il contient de la matière pour tous les goûts et oblige le lecteur à apprécier la contribution politique, sociale, culturelle et philosophique des femmes au cours des 350 dernières années. Il est regrettable, toutefois, que le dialogue entre les diverses disciplines n'ait pas été ouvert pour y inclure les voix de nos compagnons masculins.

Les Bâtisseuses de la Cité. Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS). 1993.

SPIRITUALITÉ

Saint Paul et la Nouvelle Évangélisation

LOUIS GRÉGOIRE

Saint Paul est l'un des premiers et des plus grands missionnaires de l'Église. Issu d'une famille juive orthodoxe de la tribu de Benjamin, il est rompu très tôt à la loi mosaïque. Élevé dans la certitude des Pères, il hérite du courant prophétique et moral qui en découle. Sa formation judaïque se double de la tradition hellénistique puisqu'il vient de Tarse, capitale de la Cilicie et ville universitaire, ce qui ne le rend d'ailleurs pas étranger aux courants philosophiques qui ont marqué la Grèce antique.

La conversion foudroyante de Saint Paul à Damas vers les années 33-35 l'investit d'une charge supérieure : il doit porter la révélation de Jésus Christ aux nations païennes. Homme choisi par Dieu, il se doit d'aller évangéliser dans toutes les contrées. C'est ce qu'il fait lorsqu'il arrive à Athènes. D'abord reçu à la synagogue, il prêche aux siens; certains philosophes stoïciens l'entendent et l'invitent à se prononcer dans un autre lieu, celui de l'aréopage, sorte de tribunal judiciaire qui permet de peser le pour et le contre de ses affirmations.

Hellène de citoyenneté romaine, Paul évolue à l'intérieur d'un code social bien déterminé où les lois et les impératifs sont clairement édictés, les classes distinctement hiérarchisées. Il pose un acte social lorsqu'il entre en conversation avec les Athéniens. Ceux-ci—il faut ici se rappeler l'Histoire—se sont nettement opposés à Socrate qui, selon Xénophon, était un «promoteur de divinités étrangères». Ils l'avaient accusé de distraire les jeunes Grecs, de les corrompre par sa réflexion sur les choses d'en-haut, de les inciter à réfléchir sur les notions de l'âme et de l'intériorité, remise en question inadmissible pour une cité comme Athènes qui avait organisé son «immortalité» en fonction d'ici-bas. Chaque institution avait sa fin propre—l'agora pour légiférer, l'eleusis pour initier, le temple pour prier—et il ne fallait surtout pas déroger aux fondements sociétaires.

Paul reproduit la même dynamique que Socrate mais il parle ici en termes d'«éternité» sous l'impulsion d'une Parole qui échappe à la pensée conceptuelle et dialectique des Athéniens. Échec monumental : les deux ordres de discours ne peuvent se rencontrer. Paul fait alors l'expérience d'une solitude absolue. Bien qu'il soit Juif, Grec, et Romain, il n'est plus aucun des trois. Il est en situation de rupture, autre, et forcément menaçant pour la cité.

Il atteint un certain cap dans sa trajectoire spirituelle et ne peut plus nier ce qu'il sait désormais: c'est pour lui un impératif que de propager la foi chrétienne mais il se bute à un univers de rationalité pure. Hormis quelques disciples qui l'accueilleront, la grâce de la conversion leur ayant été octroyée, les Athéniens, on le sait, resteront sourds à son message.

Le spectacle de Paul se colletant dans un pareil contexte est admirable à observer. Sa tâche n'était certes pas facile car il se posait comme signe de contradiction non seulement pour les autres, mais vis-à-vis de lui-même. Il devait dépasser son identité culturelle complexe pour adopter cette nouvelle culture chrétienne. Le retournement était complet. L'homme suscitait une nouvelle éthique du jugement en invitant ses contemporains à se détourner de la multiplicité des faux dieux pour ne se centrer que sur le vrai Dieu, Christ mort et ressuscité, *alpha* et *oméga* de toutes choses.

Le Synode de 1974 sur l'évangélisation a voulu mettre en lumière cette impuissance de l'apôtre Paul à l'aréopage, ce que le pape Paul VI a appelé la rupture entre l'Évangile et la culture (Evangeli Nuntiandi, no. 20).

Cette expérience de l'acculturation, tout missionnaire la vit encore aujourd'hui. Le Synode de 1974 sur l'évangélisation a voulu mettre en lumière cette impuissance de l'apôtre Paul à l'aréopage, ce que le pape Paul VI a appelé la rupture entre l'Évangile et la culture (*Evangeli Nuntiandi*, no. 20). L'Église prenait conscience des limites de sa mission et constatait que ses membres étaient restés beaucoup trop euro-centriques tant dans leur organisation que dans leur action pastorale, tant dans leur réflexion théologique que dans leur pratique ministérielle. L'apparition de la Tierce Église a voulu signifier que l'avenir du Christianisme ne serait plus en Occident mais se réaliserait sur les autres continents et qu'il fallait renouveler la façon d'envisager la mission.

En 1982, Jean-Paul II renchérissait en créant le Conseil Pontifical pour la Culture. Il était d'une importance capitale de tenir compte de ce déplacement, de cette «migration» où ce n'est plus l'évangélisateur qui prime mais bien l'évangélisé. Il s'agissait maintenant de veiller au groupe humain qui accueillerait les valeurs évangéliques et de lui faire confiance dans sa manière de les intégrer.

Jean-Paul II s'est déplacé sur le mode paulinien par de fréquents voyages dès le début de son pontificat pour témoigner de cette nouvelle approche de l'Église. Il mettait en valeur le sens de la rencontre, favorisait le dialogue et non plus l'imposition d'une culture sur une autre. Le chemin reste donc ouvert pour des expériences ecclésiales dont on ne soupçonne pas encore la portée. Toutes les fois que l'Église renaît avec la Parole de Dieu, elle est sujette à un rebondissement dont on ne peut jamais prévoir l'étendue...

les dîners

Cité libre



à Montréal, Ottawa et Québec



03
0 65385 72220